

# EVALUATION EXTERNE

OCTOBRE 2013

## Renforcement des capacités de subsistance des ménages très pauvres et pauvres de la Commune Rurale De Djidian Cercle de Kita



Financée par  
**USAID**

Par M. Traore Yacouba

## Remerciements

*La présente évaluation a été commanditée et Financée par l'ONG Action Contre La Faim UK.*

*Nos remerciements s'adressent particulièrement à toute l'équipe de base de Kita aussi bien qu'à celle de Bamako au Mali pour leur soutien constant tout au long de la réalisation de ce présent rapport.*

*Ils vont aussi à l'endroit de toutes les communautés du Cercle de Kita et à tous les services techniques rencontrés au cours de cette mission pour leur amabilité et leur hospitalité. Qu'ils trouvent ici l'expression de nos remerciements les meilleurs.*

*Aussi, notre profonde gratitude va à l'endroit de tous les chefs de village, tous les habitants des différentes communautés visitées pour leur soutien et leur engagement pour le bon déroulement de cette évaluation. Qu'ils reçoivent ici notre sincère reconnaissance.*

## Table des matières

Remerciements.....	2
Acronymes.....	4
Résumé.....	5
1. Introduction .....	8
2. Présentation de la zone d'intervention .....	8
3. Contexte .....	10
4. Justification .....	11
5. Objectif de l'évaluation.....	11
6. Méthodologie .....	12
6.1. Méthode de collecte.....	12
6.2. Outils de collecte.....	14
6.3. Limites méthodologies.....	14
7. Constatations et discussions.....	16
7.1. Ciblage .....	16
7.2. Méthodologie .....	18
7.3. Impacts.....	19
7.4. Couverture.....	21
7.5. Cohérence .....	21
7.6. Pertinence .....	22
7.7. Efficacité .....	24
7.8. Durabilité .....	27
7.9. Suivi.....	27
7.10. Genre .....	28
7.11. Acceptabilité.....	29
8. Conclusions et recommandations.....	30
Annexes .....	32

## Acronymes

<b>ACF-E</b>	Action Contre la Faim Espagne
<b>ANICT</b>	Agence Nationale d'Investissement des collectivités Territoriales
<b>CMDT</b>	Compagnie Malienne de Développement du Textile
<b>CSCR</b>	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
<b>DAC</b>	Comite d'Assistance au Développement
<b>DA</b>	Dépense Alimentaire
<b>DNA</b>	Dépense Non Alimentaire
<b>ISA</b>	Insécurité Alimentaire
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unis pour l'Enfance
<b>PADEPA KS</b>	Projet d'Appui au Développement des Productions Animales dans la zone de Kayes Sud
<b>PDSEC</b>	Programme de Développement Social, Economique et Culurel
<b>PNIR</b>	Programme National d'Investissement Rural
<b>PNN</b>	Politique Nationale de Nutrition
<b>USAID</b>	United States Agency for International Development
<b>MNLA</b>	Mouvement National de libération de l'Azawad
<b>SAP</b>	Système d'Alerte Précoce
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>SAME</b>	Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence
<b>IMF</b>	Institution de Micro Finance
<b>PDM</b>	Post Distribution Monitoring

## Résumé

La **stratégie globale** de mise en œuvre du projet était essentiellement axée sur le partenariat entre l'organisme ACF-E et 2 structures locales (ONG Stop Sahel et 'Nyesigiso' institution de micro-finance) par la mise à disposition du fonds destinés aux bénéficiaires tout en s'appuyant sur l'information et la sensibilisation afin d'atteindre les résultats escomptés du projet qui est le renforcement des capacités de subsistance des ménages très pauvres et pauvres de la commune rurale de Djidian.

Les actions du projet « **Renforcement des capacités de subsistance des ménages très pauvres et pauvres** » ont permis d'entamer des changements significatifs en matière de sécurité alimentaire et de lutte contre la malnutrition au niveau de la commune rurale de Djidian. Elles ont permis de jeter les bases d'un nouveau mode de développement aux yeux de la population et adapté au contexte communautaire.

Les principaux résultats obtenus :

- Un renforcement ou une constitution du stock de sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires ;
- Une prise en charge des frais de maladie des parents et des enfants dans beaucoup de ménages bénéficiaires ;
- Un appui à l'économie locale (un commerçant affirme avoir vendu 5 tonnes de riz le premier jour de transfert d'argent) ;
- Une réduction de la malnutrition chez les enfants ;
- Une satisfaction par rapport aux dépenses familiales (le transfert a été fait à l'approche de la fête, il a permis à beaucoup de bénéficiaires de faire face aux dépenses et d'appuyer les proches parents ;
- Des vies ont été sauvées pendant la période ;
- Une retenue des bras valides dans certains villages ;
- Un appui au démarrage de la saison des pluies 2012-2013 à travers l'achat facile des semences et engrais (certains affirment avoir acheté des animaux par la suite) ;
- Une consommation des céréales sur pied et le bradage des récoltes évité ;
- Un remboursement des dettes et des crédits au démarrage de la nouvelle saison évités.

Au regard des informations recueillies auprès des exécutants et dans la documentation la durabilité n'a pas été sérieusement prise en compte car aucune structure ou organisation ou infrastructure n'a été mise en place. Mais néanmoins les résultats obtenus ont permis d'avoir un impact très satisfaisant pour la saison suivante au niveau des groupes cibles. Les bénéficiaires étant des vulnérables, surtout des vieilles n'ayant personne pour les appuyer elles n'ont fait qu'utiliser l'argent dans la nourriture. Dans ce cas la durabilité est difficile à apprécier.

La stratégie du projet a les mêmes buts et objectifs que les politiques de développements du pays et les plans sectoriels de développement de la région ou du cercle dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Dans l'ensemble, l'efficacité est jugée positive par la majorité des acteurs car les fonds prévus ont été donnés dans le délai et au moment opportun.

Cependant, les résultats obtenus par le projet suscitent les principales questions suivantes :

- La mise en place des comités de ciblage et le choix des bénéficiaires par les communautés elles-mêmes suffisent-ils pour assurer l'atteinte des résultats d'un projet ?
- Quels partenariats (avec quels acteurs) pour le projet afin d'assurer la mise en œuvre et la durabilité des acquis ?

### **En conclusion**

On peut dire que :

Le projet cash inconditionnel est pertinent car répond aux préoccupations de développement des communautés. Il est efficace à travers les activités menées par la mise à disposition de l'argent auquel la participation de la communauté a été timide.

Au regard des objectifs initiaux, il reste indéniable que le projet a fait une contribution considérable au renforcement de la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires dans les villages et hameaux de la commune rurale de Djidian. Seulement la participation des communautés n'a pas été à hauteur de souhait pour asseoir un ciblage correct.

Les résultats atteints par le projet sont assez fragiles et ne couvrent pas l'ensemble des pauvres de la commune.

Ainsi quelques recommandations visant à améliorer les futurs projets cash inconditionnels peuvent être formulées :

- Le respect strict de la démarche méthodologie par l'équipe de mise en œuvre (l'équipe de mise en œuvre n'a pas tellement suivi l'ensemble des étapes du processus de ciblage) ;
- La mise en place correcte des comités de ciblage à travers les représentations suivantes : chef de village ou son conseiller/représentant, un élu communal, un représentant des autorités administratives, un représentant des religieux, une représentante des femmes, un représentant des jeunes et un représentant du développement social ;
- La création d'un comité de recours/plaintes qui sera responsable de l'analyse des plaintes, sera composé de 3 personnes (autorités, conseiller villageois et religieux) ;
- L'organisation d'une session d'information et de sensibilisation à l'intention des membres des comités de ciblage et de recours ;
- L'implication des autorités communales, administratives et de développement ;

- La définition correcte des critères (pour certains, il y avait des ménages dont le chef de ménage est décédé mais la famille possède beaucoup de biens, etc...) ;
- Compte tenu de la précarité dans la localité il faut augmenter le nombre de bénéficiaires ;
- Multiplier des projets de cash transfert inconditionnel au près des projets de cash conditionnel. Cela a l'avantage de cibler directement les personnes âgées et les vulnérables de la localité. Pour cela il faudra engager les processus de réflexion avec les communautés et les responsables de la commune sur le ciblage ;
- Que les études PDM soient conduites par les bureaux d'étude indépendants ou consultants ;
- Le temps de mise en œuvre du projet doit être revu.

## 1. Introduction

L'objectif de ce rapport consiste en l'évaluation du projet de « **Renforcement des capacités de subsistance des ménages très pauvres et pauvres** » qu'Action Contre la Faim Espagne au Mali a mis en œuvre dans la Commune Rurale de Djidian (Cercle de Kita, Région de Kayes). L'évaluation effectuée par un consultant externe s'est déroulée du 02 Septembre au 05 Octobre 2013. Elle s'est concentrée sur les activités du Cash transfert inconditionnel dans le but d'aider à formuler des recommandations pour les futures projets. Il faut noter qu'au moment de cette évaluation régnait au sein des différentes communautés une grande inquiétude par rapport aux résultats des cultures du fait des quantités de pluie tombée.

## 2. Présentation de la zone d'intervention

Le Cercle de Kita est situé dans la partie sud ouest de la République du Mali, dans la région de Kayes. Sa superficie équivaut 3% du territoire national et 29% du territoire régional.

La commune de Djidian est située au Nord de la ville de Kita et son chef lieu de commune est distant de 17 km de ladite ville et à 217 km de Bamako. La commune compte 14 villages et une tribu Diawambé et plus d'une dizaine de hameaux permanents. Elle couvre une superficie d'environ quatre cents (400) Km<sup>2</sup> (source PDSEC).

La Commune rurale de Djidian est limitée au Nord par les communes de Namala-Guimbala et Souransan Toumoto, au Sud par les communes de Kita Nord, Boudofo et de Bendougouba, à l'Est par la commune de Sébékoro et à l'Ouest par celle de Saboula ; elle a comme activités principales l'agriculture et l'élevage.

La route régionale Kita-Kourounikoto constitue une des principales voies d'accès. Le tronçon Djidian-Batimakana-Tofassadaga traverse le marigot Badinko qui constitue un handicap sérieux en année de pluviométrie normale.

Avec l'introduction de la culture du coton dans le Cercle de Kita 1994/1995 par la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) quelques pistes ont été améliorées. Néanmoins la circonscription a encore besoin d'assez d'ouvrages sur ses nombreuses rivières.

Le relief est accidenté et compte quelques collines (prolongement du Mont Manding) entre lesquelles s'étendent des plaines propices à l'agriculture.

Le climat est tropical de type soudano-sahélien. La pluviométrie annuelle moyenne varie de 700 à 850 mm, répartie entre Mai et Octobre. La saison sèche qui s'étend de Novembre à Avril est rude ; plusieurs réseaux de cours d'eau arrosent la zone dont les plus importants sont : les rivières Badinko et Baoulé qui constituent ses limites Est et Nord.

Plusieurs zones de concentration d'eau de surface s'y trouvent : lacs de Djidian, Kabé, Batimakana. Il existe aussi des sources d'eau thermales à Doumbadjila qui peuvent être industriellement bien exploitées.

La végétation est luxuriante. On y trouve des espèces très variées telles que le Karité, le Néré, le Kapokier, le Kailcedrat, le Guénou etc... La partie Nord de la Commune est occupée par 200 000 hectares de forêt classée dite Boucle de Baoulé.

La population de la Commune est estimée à 25 777 habitants avec un taux d'accroissement de 1,95%. Elle est essentiellement composée de Malinkés (majoritaires), de Bambara, Diawambés et Peulhs, de Sarakolés etc... Cette population est répartie entre les villages (voir tableau 1).

**Tableau 1 : Situation démographique de la commune.**

Villages	Nombre d'habitant	Villages	Nombre d'habitant
Djidian	5 876	Doumbadjila	1 183
Fouticouroula	1 758	Konintonoma Djémakana	1 594
Kabé	1 344	Konintonoma Namorila	1 005
Batimakana	2 289	Dougourakoroni	1 093
Sandiambougou	2 992	Tofassadaga	1 113
Konintonoma Namala	2 055	Trokoninna	858
Dougourakoroba	1 378	Samantan	437
Tribu Diawambé	847		

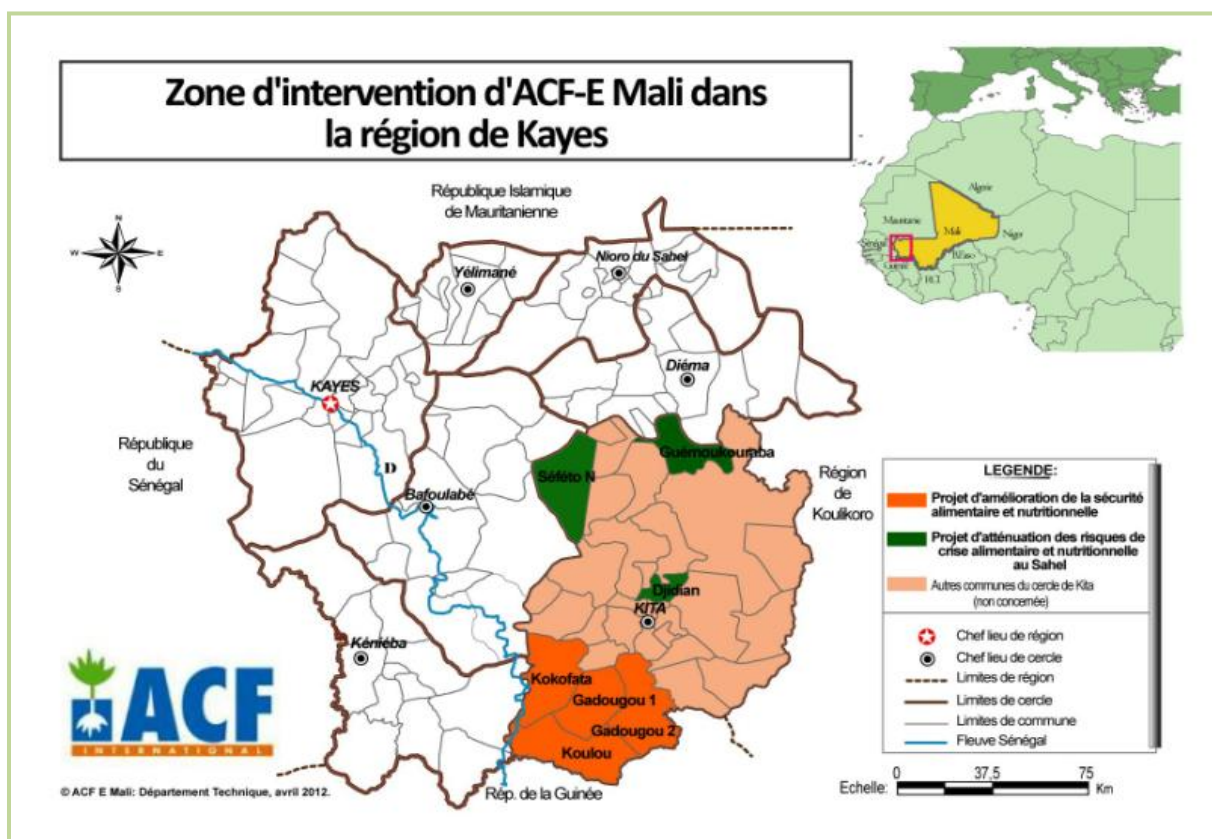
(Source PDSEC).

Des associations de jeunes, femmes et hommes existent dans chaque village de la Commune. Ces regroupements sont faits autour des activités socioprofessionnelles ou culte de jeunesse, et de femme. Présentement les organisations paysannes sont entrain d'évoluer vers une forme coopérative. Quelques ONG et projets/programmes dont Plan International Mali, Stop Sahel, UNICEF, PADEPA KS, CMDT, PNIR, ANICT, ACF etc... participent au développement de la Commune rurale de Djidian.

L'agriculture occupe 98% de la population et est la principale activité économique de la commune. Les espèces culturales connues sont surtout les céréales (mil, sorgho, maïs, ...) arachide, patate et le coton. L'agriculture reste toujours intensive. Les terres cultivables sont abondantes mais pauvres. Le niveau d'équipement des paysans demeure faible malgré l'intervention récente de la CMDT.

L'élevage est la seconde activité économique. Il est intensif et est pratiqué par les Diawambés, les peulhs et les paysans. Ensuite viennent d'autres activités comme la cueillette (karité, Néré, Tamarin, etc...) et le petit maraîchage pratiqué par les femmes. Le petit commerce et les travaux artisanaux (forge, menuiserie, ...) sont pratiqués par les hommes.

**Graphique 1** : Carte de la zone d'intervention de Kita avec la Commune Rurale de Djidian.



Source (document ACF Espagne).

### 3. Contexte

Dans le cadre de la réponse aux effets du déficit de production de la campagne 2011/2012 sur la vie des populations vulnérables, Action Contre la Faim Espagne a obtenu un appui de l'USAID à travers sa branche humanitaire OFDA, pour la mise en œuvre du projet de « **Renforcement des capacités de subsistance des ménages très pauvres et pauvres** » dans la commune rurale de Djidian. La présente intervention fut financée par le reliquat du projet initialement implanté à Ménaka dans le Nord du Mali. La suspension a eu lieu en Février 2012 en raison du conflit opposant l'armée Malienne au Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA).

La Commune de Djidian a été jadis une zone de production par excellence du Cercle de Kita. Cependant, les différentes analyses et évaluations de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité mises en œuvre dans le pays sont toutes unanimes sur les difficultés d'accès aux intrants agricoles et l'élevage par les ménages pauvres et très pauvres, qui avaient des difficultés à satisfaire des besoins essentiels tels que : la santé, l'éducation, le déficit de protection des moyens d'existence. Les populations traversent les périodes de soudure avec beaucoup de peine qui vont de pair avec l'accès à l'alimentation.

Les enquêtes de marché mises en œuvre par Action Contre la Faim-Espagne dans le cadre du monitoring du contexte ont démontré la difficulté d'accès aux aliments de base à travers

une augmentation des prix des denrées alimentaires de base à partir du mois d'Avril 2012 avec un pic pendant la période de soudure (Juillet – Août – Septembre). A l'instar des autres localités du Cercle, la Commune de Djidian était concernée par cette situation.

La campagne agricole 2012/13 a été caractérisée surtout par la précocité des pluies, qui ont démarré au cours du mois de Mai ; une bonne pluviosité (avec environ 93 jours de pluies contre 50 jours en 2009, 51 jours en 2010 et 65 jours en 2011), et des hauteurs de pluies avoisinant celles de l'année 2009 (981,1 mm en 2012 contre 986,6 mm en 2009). La répartition a été bonne sur l'ensemble de la commune de Djidian. Aucune, poche de sécheresse n'a été détectée, mais des inondations compromettant les rendements par endroit ont été signalées. Dans la plupart des villages, les récoltes ont été bonnes.

Au regard de l'extrême vulnérabilité des populations dans le Cercle de Kita où ACF-E est présent depuis 2007, de son expertise dans cette Région, et de la complémentarité avec les autres projets en cours dans la zone, elle a proposé ce projet afin d'apporter assistance aux plus vulnérables dans le Cercle de Kita. Elle s'est intéressée aux communes déclarées par le SAP et Few Net en situation d'insécurité alimentaire, parmi ces communes, la Commune de Djidian.

#### **Les objectifs visés par cette intervention sont :**

- **Objectif Général**: Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres et pauvres.
- **Objectif spécifique**: Couvrir les besoins fondamentaux des populations en insécurité alimentaire pendant la période de soudure dans la commune de Djidian.

#### **4. Justification**

La présente évaluation se situe dans le cadre des activités du projet et de la politique d'évaluation d'ACF qui prévoient une évaluation externe à la fin du projet. Elle permettra à partir des résultats et des recommandations qui seront formulés afin de mieux orienter les interventions et définir les stratégies optimales pour la continuation des futures interventions d'ACF. Tout cela dans l'objectif de l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des femmes et des enfants dans le Cercle de Kita. En plus, elle permettra de partager les leçons apprises et les recommandations avec les autres partenaires nationaux et ONG intervenant dans le domaine du CASH transfert pour améliorer la qualité des interventions futures.

#### **5. Objectif de l'évaluation**

L'évaluation a pour objectif d'apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'impact et la viabilité du projet « **Renforcement des capacités de subsistance des ménages très pauvres et pauvres** » de la commune rurale de Djidian.

Elle devra aboutir à des conclusions et des recommandations devant permettre à ACF-Espagne et aux acteurs associés dans la mise en œuvre de ce projet de capitaliser l'ensemble des informations relatives à ce type d'intervention et de formuler des recommandations pour une suite éventuelle.

En particulier, l'évaluation devra se centrer sur les leçons apprises à travers ce projet et guider la prise de décision pour les futurs projets similaires. Ce-ci devra être mis en évidence et analysé à travers les informations quantitatives et qualitatives recueillies et qui devront donc figurer de manière suffisamment détaillée dans le rapport d'évaluation.

## 6. Méthodologie

### 6.1. Méthode de collecte

- **Analyse documentaire** : la Direction d'ACF-Espagne au Mali à travers son équipe technique de Bamako et Kita, a mis à la disposition de l'évaluateur des rapports narratifs d'activités, des rapports de Post Distribution Monitoring (PDM), le rapport de l'atelier bilan, le rapport final et le document de projet. Les documents ont été exploités et analysés par l'évaluateur pour collecter les informations sur les activités et résultats planifiés et réalisés. Cette analyse documentaire a également permis d'émettre des hypothèses qui ont servi à approfondir les analyses avec les acteurs sur le terrain selon les critères d'évaluation proposés par les termes de référence.
- **Briefings** : le premier a eu lieu à Bamako avec le Directeur pays d'ACF-Espagne au Mali. Cette rencontre a permis d'orienter l'évaluateur sur la mission d'ACF-Espagne au Mali et ses domaines d'intervention. Le deuxième a eu lieu également à Bamako avec le responsable Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME). Cette intervention du responsable SAME a été déterminante dans la précision du contexte et sur la vie du projet. Un troisième a été fait par le Chef de Base de Kita, il a porté essentiellement sur les questions de sécurité dans la zone et les méthodes de mitigation.
- **Rencontre de planification** : le chef de projet SAME de Kita et son Assistant ont participé avec l'évaluateur à la rencontre de planification. Cette rencontre a permis de caler les jours de visites de terrain et d'affiner les personnes à cibler dans les villages (pour le calendrier cf. annexe V). Il est à noter, que sur les 14 villages de la Commune, le comité de planification a décidé de retenir les 12 villages pour les visites de terrain compte tenu de leur accessibilité et laissé les 2 autres qui ne sont pas accessibles (pour la liste des villages visités cf. au calendrier de visite dans l'annexe V).

*Le rôle de l'équipe technique était d'appuyer le consultant dans l'élaboration du programme des visites :*

- *Liste des villages bénéficiaires et le nombre de bénéficiaires/villages ;*
- *Liste des villages accessibles durant la période de l'évaluation ;*

- *Distance entre les villages bénéficiaires ;*
  - *Les acteurs de mise en œuvre (l'administration ; le conseil communal) au niveau de la mairie ; dans les villages (le chef de village ou son représentant lors du processus de ciblage et de paiement ; les membres des comités villageois de ciblage ; des bénéficiaires directs ; des non bénéficiaires ; des commerçants ; des gérants des dépôts pharmaceutiques dans le village.*
- **Visite de courtoisie :** le deuxième jour de l'arrivée de l'évaluateur une visite de courtoisie a été faite en compagnie du Chef de Base et de l'Assistant SAME au près des autorités administratives, les services techniques, l'Institution de Micro finance (IMF) et l'ONG partenaire. A la rencontre avec le Préfet du Cercle, ce dernier a affirmé son soutien aux activités d'ACF-Espagne dans le Cercle de Kita et précise qu'actuellement, ACF-Espagne est l'acteur incontournable du Cercle dans le cadre du développement. Il affirme également qu'avant qu'il ne soit à Kita il a entendu parler des bienfaits d'ACF-Espagne dans le Cercle mais à son arrivée cela a été confirmé.
  - **Visite de terrain :**

L'étape de visite de terrain a commencé par le village de Djidian chef lieu de Commune en compagnie de l'Assistant SAME. Dès notre arrivée une visite de courtoisie a été faite au Sous Préfet et l'agent d'agriculture. Selon le premier responsable de la Commune l'activité est salubre du point de vue appui mais il souhaite pour les prochaines interventions de penser au **Cash for Works** au lieu du **Cash Inconditionnel**. Cela permettra d'éviter les différentes plaintes enregistrées. En plus, il souhaite d'avantage l'implication des autorités administratives, communales ou le Secrétaire général à l'identification des bénéficiaires. A partir du village de Djidian l'Assistant SAME s'est retiré pour laisser la place à l'évaluateur seul sur le terrain.



Focus groupe avec des bénéficiaires. village Dougourakoroba

**Entrevues :** afin de disposer d'une grande diversité de point de vue et de perceptions des acteurs concernés par le projet, nous avons mené des entrevues auprès d'un certains nombres d'individus (cf. listes de personnes rencontrées). Selon les cas, il s'agit d'entrevue individuelle ou de groupe de type focus groupe. Ces entrevues semi-dirigées ont été réalisées à l'aide d'un guide préalablement élaboré mais qui a évolué au gré des réponses des interviewés et des besoins analytiques (cf. annexe questionnaire), dans le but de s'adapter au contexte du milieu de mise en œuvre du projet.

- **Observations directes/photographies** : les réalisations et les stocks alimentaires dans les ménages bénéficiaires ont été visités.
- **Débriefing** : une séance de débriefing a été faite à la base de Kita sous la présidence du chef de Base et de l'équipe de l'ONG Stop Sahel. Elle a porté sur les constats généraux de l'évaluateur et quelques recommandations.
- **Restitution** : Les conclusions de l'évaluation ont été restituées à l'équipe d'ACF de Bamako. Cette restitution a été axée sur les constats, les conclusions et les recommandations de l'évaluation. Ces constats et recommandations sont partagés avec les participants à la restitution avec comme objectifs (i) la correction des constats, (ii) l'approfondissement/ajustement des analyses et (iii) l'amélioration des recommandations.

## 6.2. Outils de collecte

Pour faciliter la collecte des données sur le terrain, nous avons utilisé les outils suivants :

- **Guide d'entretien** : pour avoir plusieurs points de vue et de perceptions des bénéficiaires, non bénéficiaires, commerçants, gestionnaires de pharmacie et exécutants du projet.
- **Grille d'évaluation du Comité d'Assistance au Développement (DAC)** : pour quantifier ou classifier les différents critères d'évaluation ;
- **Caméra et appareil photo électronique** : pour enregistrer, recueillir les témoignages et faire des photos.

## 6.3. Limites méthodologies

L'évaluation a permis d'apprécier la pertinence, l'impact, l'efficacité, la durabilité, la cohérence, les forces et faiblesses et les leçons apprises dans le cadre de la réalisation des différents produits du projet.

L'organisation du projet ainsi que sa bonne connaissance par les membres de l'équipe à travers un bon système de suivi des activités a facilité l'organisation des visites de terrain (Choix des acteurs et des actions à visiter).

Le système de suivi permet de collecter à temps, des informations précises et de qualité. Cependant, les indicateurs n'ont pas été très précis par rapport au nombre de réunions, d'assemblées et d'informations à tenir dans les villages. Ce qui rend difficile l'évaluation de la partie.

Quelques difficultés d'accès à 2 villages à savoir Kabé et Founticouroula suite aux niveaux élevés de l'eau dans les mares.

La quantité de pluie tombée pendant la période de l'évaluation a perturbé le programme de visite dans les villages concernés.

*Le choix des personnes rencontrées en focus groupe a été fait indépendamment des partenaires de mise en œuvre. La population était libre de participer aux différentes séances organisées.*

## 7. Constatations et discussions

### 7.1. Ciblage

Le ciblage géographique a été fait à partir de l'analyse documentaire suivant les résultats de l'enquête SAP (Système d'Alerte Précoce), données documentaires sur la commune (secteur de l'agriculture, la station météorologique) et HEA 2012 fait par Echo mitigation qui ont déclaré la Commune de Djidian en état d'insécurité alimentaire. Il a concerné l'ensemble des villages de la commune (source rapport final).

Les critères de vulnérabilité ayant servi à ce ciblage sont entre autres : (1) La vulnérabilité géographique de la commune/village (enclavement, accès au marché et aux infrastructures sociales de base) ; (2) le déficit de production céréalière enregistré au cours de la dernière campagne agricole 2011/2012, (3) et la flambée des prix des produits alimentaires. Les détails sont indiqués dans le tableau ci-dessous (source rapport final).

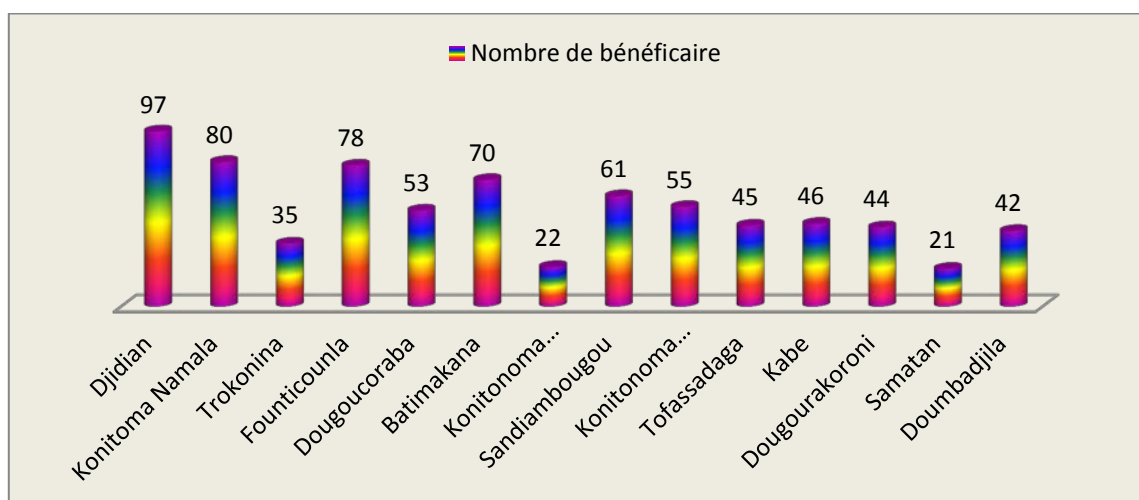
La méthode de ciblage répond aux objectifs et les justificatifs du projet. L'enquête de vulnérabilité prévue n'a pu être réalisée pour la simple raison que le projet ECHO Mitigation ayant couvert la même zone de Djidian, a réalisé une enquête de vulnérabilité finale dont les données ont été considérées comme Baseline pour le B2AA. L'intervention a concerné les 14 villages de la Commune y compris les hameaux.

Pour le ciblage des bénéficiaires l'équipe du projet l'a fait de façon communautaire tout en mettant la population devant pour définir elle même l'ensemble des critères pouvant permettre à un chef de ménage de bénéficier du cash inconditionnel. Toutefois les critères pouvaient varier d'un village à un autre. Dans la plupart des cas ils tournaient autour des points suivants :

- La disponibilité alimentaire;
- Les superficies de terres agricoles en propriété ;
- Les superficies emblavées ;
- Les superficies de cultures de rente réalisées (coton)
- Le nombre d'actif ;
- Le capital cheptel ;
- L'appui extérieur ;
- L'équipement ;
- Le statut du chef de ménage (chef de ménage veuve ; handicap sans soutien) (source équipe du projet).

La méthode répond parfaitement au souci de toucher les ménages les plus vulnérables en déficit de survie et de protection des moyens de subsistance et a permis de toucher **749** ménages soit **5 423** personnes (pour la répartition des bénéficiaires en fonction des villages cf. graphique 2).

**Graphique 2** : Répartition des bénéficiaires en fonction des villages.



De l'analyse des résultats, des focus groupes et des personnes ressources certaines cibles qui ont bénéficié du cash ne devraient pas l'avoir. Ce-ci est dû, non seulement à la mauvaise application de la démarche d'identification et la non mise en place correcte des comités de ciblage dans certains villages. Mais, il faut reconnaître que dans la plupart des cas ce sont les pauvres et les très pauvres qui ont reçu l'appui.

Malgré l'ensemble des efforts fournis par l'équipe de mise en œuvre, il y a eu quelques plaintes faute d'incompréhension. Comme solution la sensibilisation et l'information de la population devraient être poussée en partenariat avec les autorités administratives et communales.

Après analyse des résultats des focus groupes et de la documentation nous déduisons les forces et les faiblesses suivantes :

***Forces du ciblage :***

- *Acceptation de la liste retenue par la population ;*
- *Lecture publique de la liste ;*
- *Définition des critères par la population au cours des assemblées générales ;*
- *Compréhension de la population, des autorités administratives et communales (Le cash inconditionnel est destiné pour les pauvres, les très pauvres et tout le monde ne peut pas bénéficiaire) ;*
- *Appui des autorités communales et administratives.*

***Faiblesses du ciblage :***

- *Absence de comité de ciblage dans certains villages ou non respect de la structuration proposée (dans les 12 villages visités sauf Djidian et Konintonoma Namala);*

- *Ciblage fait par les représentants du chef de village et non par le comité (par exemple à Doumbadjila) ;*
- *temps imparti très court pour mieux sensibiliser la population ;*
- *exclusion directe des autorités administratives et locales (secrétaire général qui semble connaître l'ensemble des populations de la commune) dans l'identification des bénéficiaires ;*
- *insuffisance d'information correcte sur les personnes bénéficiaires (résident permanent ou qui paye l'impôt même de façon temporaire).*

## **7.2. Méthodologie**

L'équipe de terrain d'ACF-E pour atteindre les objectifs et les résultats prévus par le projet a signé 2 contrats avec 2 structures différentes : l'ONG Stop Sahel pour la phase d'information, de sensibilisation et de ciblage des bénéficiaires et un Institut de Micro-Finance « NIESIGISO » pour le transfert ou paiement du fonds aux bénéficiaires. Les trois (3) structures travaillaient directement ensemble et faisaient des rencontres après chaque activité pour prendre en compte les difficultés.

Une approche communautaire a été adoptée par l'équipe de mise en œuvre sur le terrain à savoir : l'atelier de lancement, l'atelier d'information et de sensibilisation des responsables communaux, l'information et la sensibilisation des populations, la mise en place des comités villageois, la catégorisation socio-économique de la population, le pré-listing des bénéficiaires, les visites à domicile, la validation des listes et l'établissement des cartes pour les bénéficiaires.

En termes d'atteinte des objectifs à savoir « **couvrir les besoins fondamentaux des populations en insécurité alimentaire pendant la période de soudure dans la commune de Djidian** » et résultat atteint « **les moyens d'existence des ménages les plus vulnérables en situation de malnutrition et d'insécurité Alimentaire sévère sont protégés** », on peut dire qu'ils ont été atteints selon les déclarations des bénéficiaires et des non bénéficiaires.

L'analyse des résultats des focus groupes et de la documentation nous fait ressortir les forces et les faiblesses suivantes pour la méthodologie.

### ***Effets positifs de la méthodologie :***

- *Satisfaction de l'ensemble des bénéficiaires et quelques proches pendant la période cette affirmation a été confirmée à 100% par l'ensemble des bénéficiaires rencontrés) ;*
- *Appui à l'économie locale (un commerçant affirme avoir vendu dans la journée de distribution 5 tonnes de riz et un autre affirme à Doumbadjila avoir écoulé les fournitures scolaires dans sa boutique sans crédit) ;*
- *Contribution aux frais de traitement des maladies des personnes âgées et des enfants dénutris ou malades vies (certains affirment avoir utilisé l'argent pour soigner les*

*enfants ou les parents et cela dans 3 villages au cours de focus groupes. Plus de 60% des villages visités ont affirmé avoir payé des ordonnances des enfants malades avec l'argent ou payé les crédits d'ordonnance au niveau des centres de santé) ;*

- *Facilitation de la conservation des cultures, réduction du bradage sur le marché des produits obtenus sur le marché et l'endettement (cette année 2013 le prix du sac de mil est de 15 000 FCFA dans la commune contre 30 000 FCFA en 2012. Cela est confirmé dans presque l'ensemble des villages visités au cours des focus groupes) ;*
- *Appui aux dépenses scolaires et aux événements sociaux (l'appui aux dépenses scolaires et aux événements sociaux est confirmé dans 100% des villages visités pendant les focus groupes.*

### **Effets négatifs de la méthodologie :**

- *Mauvaise compréhension de certaines communautés de l'objectif du projet (villages de Bantimakana et de Doumbadjila) ;*
- *Précarité des conditions de vie et de vulnérabilité de la plupart des familles qui ont poussé certains chefs de ménage à mentir sur leurs conditions ;*
- *Eloignement des sites de distribution aux bénéficiaires (les bénéficiaires vieux ne pouvaient pas effectuer le déplacement) ;*
- *Tentative de certains leaders communautaire à s'approprier du cash transfert inconditionnel (Selon les informations recueillies au niveau de l'équipe du projet le sous préfet et le Secrétaire général de la mairie avaient d'autres intentions) ;*
- *Temps d'attente des bénéficiaires souvent longue sur les sites de distribution (pour raisons d'inaccessibilité ou d'embourbement de la voiture cela est confirmé par l'équipe du projet et les groupes de personnes rencontrés).*

### **7.3. Impacts**

Les résultats de l'analyse qualité (focus groupe) montrent que les objectifs fixés par le projet ont été atteints en termes de protection des moyens de subsistance dans la commune rurale de Djidian.

Après exploitation de la documentation et les résultats des focus groupes les impacts suivants ont été exprimé dans 100% des villages visités soit 12.

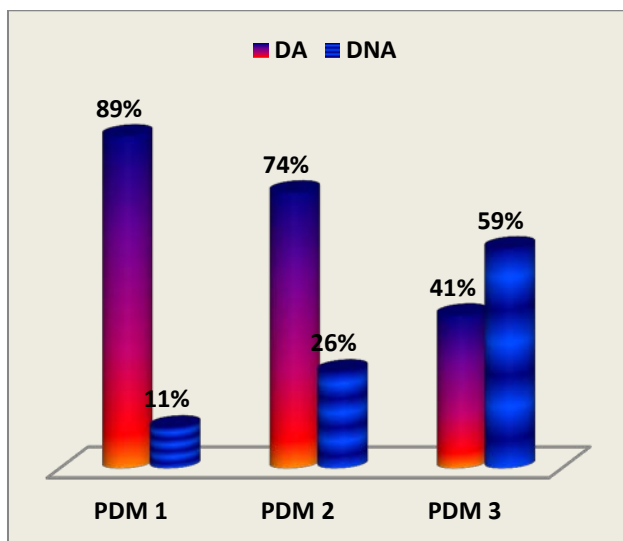
Les impacts ou effets à court terme:

- Constitution immédiate du stock familial ;
- Satisfaction immédiate des charges familiales ;
- Prise en charge immédiate des enfants et parents malades ;
- Prise en charge immédiate des frais scolaires ;
- Prise en charge des dépenses liées à la fête ;
- L'entraide dans certains villages en faveur des non bénéficiaires.



Un vieillard après réception de l'argent a acheté directement 2 Sacs de 50 Kg de riz.

Ces informations sont confirmées par les résultats des PDM dans les différents villages qui sont représentés sur le graphique 3.



Les dépenses faites avec l'argent au cours des deux premières distributions ; le montant réservé à l'alimentation (DA) est le plus élevé soit 89% pour le premier et 74% pour le deuxième. Pour le troisième transfert, les ménages ont effectué plus pour les achats de céréales pour renforcer les stocks alimentaires ; le grand pourcentage étant réservé au remboursement de dettes et aux frais de santé, d'éducation et d'habillement soit 59%. (Source rapport PDM)

Les impacts ou effets à long terme ont contribué essentiellement sur la constitution des stocks alimentaires à travers le non bradage des céréales ou la consommation des cultures sur pied, le non endettement ou les remboursements des dettes avec les résultats des récoltes et l'appui à l'économie locale (ces affirmations sont faites à 100% dans l'ensemble des villages visités soit 12 par les personnes qui ont participé aux focus groupes). Tous ceux-ci sont complétés par la protection des vies et la réduction des enfants dénutris dans les ménages.

Ces résultats sont confirmés à travers l'étude faite par l'ONG ACF-E sur le taux des ménages en situation de Sécurité Alimentaire (SA) qui a augmenté de 44 à 58% ; celui des ménages en Insécurité Alimentaire Modérée (ISA Modérée) a chuté de 35 à 10%. Pour le cas des enfants sains il y a eu une variation positive de 93 à 94%. Aussi, les taux d'enfants en

situation de Malnutrition Aigüe Modérée et Sévère ont respectivement chuté de 6 à 5% et de 1 à 0,5%(Source rapport final).

#### **7.4. Couverture**

Au démarrage, sur proposition de la coordination de Dakar, elle a jugé la non nécessité de faire une enquête de vulnérabilité ou de base compte tenu de la disponibilité des résultats d'étude ancienne HEA 2012 dans la localité. En plus elle n'a pas été réalisée pour la simple raison le projet Echo Mitigation ayant couvert la même zone, a réalisé une enquête de vulnérabilité finale dont les données ont été considérées comme Baseline pour le B2AA.

Au cours de l'identification des bénéficiaires, après chaque ciblage l'équipe du projet passait dans les familles pour confirmation des informations recueillies à travers la classification retenue en assemblée générale.

Du point de vue couverture géographique, le projet a couvert l'ensemble des 14 villages et les hameaux de la Commune Rurale de Djidian.

##### **Force :**

- *adhésion de la population aux idéaux de L'ONG ACF-Espagne compte tenu des autres interventions ;*
- *adhésion des autorités communales et administratives (malgré notre exclusion dans le processus de ciblage nous avons joué à l'apaisement suite aux différentes plaintes reçues) ;*
- *définitions des critères par la population (selon les informations recueillies dans la documentation et des focus groupes la population a défini les critères en assemblée générale) ;*

##### **Faiblesses :**

- *non respect des démarches dans certains villages (au cours des focus groupes dans le village de Doumbadjila le représentant du chef de village dit : on m'a demandé de recenser le nom des pauvres et très pauvres du village après la réunion de Djidian ; je me suis renseigné au près du Secrétaire Général de la Mairie et il me propose d'écrire le nom de tous les ménages)*
- *temps imparti très court pour la mise en œuvre du projet ;*
- *exclusion directe des autorités administratives et locales par l'équipe d'ACF-E (secrétaire général qui semble connaître l'ensemble des populations de la commune) dans l'identification des bénéficiaires. Les raisons évoquées par l'équipe ACF-E, le Sous-préfet et le Secrétaire Général avaient d'autre intention ;*
- *taux élevé d'analphabète dans la commune.*

#### **7.5. Cohérence**

Dans les différentes communes d'intervention d'ACF-E du Cercle de Kita, les interventions portent essentiellement sur la nutrition, le WASH, la sécurité alimentaire.

Le projet « **Renforcement des capacités de subsistance des ménages très pauvres et pauvres** » a fait le Cash inconditionnel dans la commune rurale de Djidian et la sensibilisation des bénéficiaires sur l'utilisation du fonds mis à disposition. Selon les informations recueillies en focus groupe les fonds ont été principalement utilisés pour acheter la nourriture en majorité, suivies des dépenses de la santé et de l'éducation. Ceux qui justifient la cohérence du projet avec les autres projets et programmes qui constituent les principaux axes d'intervention d'ACF-E. Précédemment ACF-E a mené dans la même zone des activités de CASH conditionnel. Le cash inconditionnel complète en quelque sorte celui passé car l'inconditionnel est l'avantage des personnes vulnérables et moins actives. La cohérence est justifiée également à partir du choix des bénéficiaires (femmes chefs de ménages, personnes vulnérables, pauvres, et les enfants) qui les priorisent en tant que bénéficiaires et constituent les groupes cibles prioritaires d'ACF-E.

Le projet cadre bien avec les axes prioritaires de développement du pays contenus dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR), au niveau de son objectif spécifique 10 qui vise la réduction de l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition. Le CSCR constitue le document de référence adopté par le Gouvernement du Mali en Décembre 2011 dans lequel s'inscrivent toutes les actions de l'Etat, des collectivités territoriales, de la société civile et des partenaires techniques et financiers. Même si le protocole national de prise en charge de la malnutrition ne tient pas compte dans sa stratégie le cash inconditionnel comme méthode de réduire ou de prévention de la dénutrition ; il contribue parfaitement à atteindre ces objectifs.

Le Mali dans sa nouvelle politique de lutte contre la malnutrition vient d'adopter une nouvelle Politique Nationale de Nutrition (PNN), qui a pour **objectif général** de contribuer à assurer à chaque malien un statut nutritionnel satisfaisant pour son bien-être et pour le développement national, ce qui dénote sa cohérence avec les capacités nationales.

## **7.6. Pertinence**

Au Mali, la situation alimentaire est globalement instable depuis le début des années 1970 à cause de multiples aléas climatiques (sécheresse, inondations, invasions acridiennes etc.). Des efforts ont été constamment déployés par l'Etat et ses partenaires au niveau local par les acteurs locaux, pour stabiliser la situation. Ces efforts conjugués ont permis d'obtenir une croissance spectaculaire des productions céréalières depuis le début des années 80.

Actuellement, un des principaux constats des populations (notamment les plus pauvres) est que les actions des commerçants permettent de résoudre essentiellement le problème de disponibilité des céréales puisque les principaux marchés dans toutes les régions sont constamment approvisionnés. Mais l'accès aux aliments en toute saison demeure un problème pour une large majorité des populations. Les prix aux consommateurs sont abordables au moment des récoltes et deviennent de plus en plus chers avant les nouvelles

récoltes. Ils sont très variables d'une saison à l'autre et d'une région à l'autre, et dépendent des quantités disponibles sur les marchés, des distances par rapport aux zones de production et de leur enclavement.

Les céréales deviennent dans tous les cas chères aux consommateurs. En milieu rural cet état de fait engendre des comportements qui accentuent l'appauvrissement des plus pauvres et aggravent par la même occasion la situation de malnutrition.

Cette situation a été plus grave dans la commune de Djidian (saison 2011-2012) qui, pour des raisons principalement climatiques, a été déficitaire.

La situation dans cette commune était alors caractérisée par une réduction critique des stratégies d'adaptation des ménages marqués par la perte de leurs moyens de subsistance afin de faire face à leurs besoins élémentaires en nourriture, en accès aux services de base...etc. Cela signifiait un risque d'aggravation de leur situation déjà critique.

Dans ce contexte globalement décrit ci-dessus, la volonté du projet de « couvrir les besoins fondamentaux des populations en insécurité alimentaire pendant la période de soudure » est bien fondée. Cela permet d'avoir au bout de 4 mois dans les villages partenaires, des hommes et des femmes vulnérables capables d'augmenter le niveau des stocks alimentaires et d'utiliser à bon escient les nouvelles récoltes pour éviter et réduire la malnutrition.

ACF-E dans sa démarche de mise en œuvre a mis à la disposition 3 cadres supérieurs (un coordinateur, un chef de projet et un assistant) tous des spécialistes en agriculture ayant une expérience avérée dans le monde du développement et des compétences en CASH transfert. Pour assurer la mise en œuvre sur le terrain ACF-E a signé un premier contrat avec une ONG de la place (Stop Sahel) qui à son tour a déployé 2 animateurs compétents pour l'information, la sensibilisation et le suivi quotidien des activités. Dans le cadre du transfert d'argent au bénéficiaire, ACF-E a signé un deuxième contrat avec un IMF possédant des agents compétents et avertis dans le travail de l'argent. L'équipe de distribution était appuyée par des hommes de sécurité au niveau de chaque site de distribution. Après chaque distribution une enquête PDM était conduite par l'équipe sur le terrain par des enquêteurs recrutés en conséquence. Au niveau de la base de Kita, ACF-E est équipée de moyen de motorisation (véhicules, Yamaha DT etc..) pour tous les agents et d'équipement de travail de bureau. Tous ceux-ci dénotent de la pertinence de l'action aux regards des capacités d'ACF-E à mener l'action.

De l'**Objectif Général**, contribué à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres et pauvres est décliné l'**Objectif spécifique** suivant : couvrir les besoins fondamentaux des populations en insécurité alimentaire pendant la période de soudure dans la commune de Djidian. Cet objectif spécifique bien que lié au global, a la prétention de mener des actions qui couvrent l'ensemble des pauvres. Réussir une telle contribution me semble difficile compte tenu de la précarité dans la localité et les conditions climatiques dans les villages d'intervention quand on sait que les Populations de la Commune dans leur grande majorité ont connu des problèmes de sécheresse pendant l'année 2011-2012.

Le résultat défini par le projet d'atteindre 749 ménages pauvres durant les 4 mois d'intervention est réaliste et a été obtenu suivant la documentation disponible. En tenant compte de la précarité dans la localité ; on peut dire que les résultats sont adaptés au contexte même si le nombre de bénéficiaires était trop élevé par rapport au nombre prévu par le projet.

### 7.7. Efficacité

La bonne qualité et la clarté des documents de base du projet témoignent déjà du savoir faire d'ACF Espagne au Mali en ce qui concerne l'approche communautaire et stratégique du projet. Il semblerait aussi qu'ACF a l'habitude de pratiquer une gestion adaptative, par laquelle la stratégie du projet est modifiée en réponse aux leçons apprises tout au long de sa mise en œuvre.

Les rapports de la base de Kita contiennent le bilan des résultats. Un «quick scan» des atouts et ressources a donné les impressions suivantes de la base:

- Leadership dynamique,
- Bonne gestion,
- Atmosphère positive,
- Equipe soudée, dévouée, travailleuse et disponible,
- Bon investissement dans l'apprentissage de l'équipe et dans la formation du personnel,
- Esprit d'ouverture, de transparence et du sérieux,
- Locaux simples, mais fonctionnels, bien équipés,
- Matériel qui semble bien entretenu.

Les différentes interventions du projet ont couvert 100% des villages de la commune rurale de Djidian et a atteint 749 bénéficiaires. En termes de résultat, le montant prévu qui était alloué à chaque bénéficiaire était de 135 000 FCFA. Au finish chaque bénéficiaire a eu 185 000 FCFA. En conclusion on peut dire que le projet a dépassé le montant et a atteint les résultats escomptés.

L'évaluation de l'efficacité du projet a été faite à travers une observation des aspects suivants :

- Le niveau de réalisation des activités planifiées (l'état des lieux des activités réalisées et les facteurs favorables et défavorables dans la mise en œuvre des activités) ;
- La réalisation des résultats escomptés à la suite de la mise en œuvre des activités.

Les Activités par résultat attendu	Unité	Prévisions globales quantifiées	Réalisations globales	Taux de réalisation (%)	Justifications/ Observations
Résultat : les moyens d'existence des ménages les plus vulnérables en situation de malnutrition et d'insécurité Alimentaire sévère sont protégés					
					Recrutement d'un assistant Signatures de protocole de

Implémentation & Information/sensibilisation des communautés	Nbre	3	3	100	partenariat Organisation d'un atelier de lancement a été organisé Organisation d'atelier d'information et de sensibilisation des communautés
Enquête de vulnérabilité	Nbre	1	1	100	La réalisation de l'enquête de vulnérabilité a été jugée non pertinente selon les informations. L'enquête finale de vulnérabilité d'Echo Mitigation a été considérée comme Baseline du projet Cash inconditionnel de la commune rurale de Djidian.
Ciblage des bénéficiaires	Nbre	42	42	100	Ciblage géographique des villages Définition des critères en AG Identification/sélection des ménages vulnérables (bénéficiaires) et sensibilisation (Information et sensibilisation des communautés, catégorisation socioéconomique, Prés-listing des ménages bénéficiaires, Vérification et validation de la pré-liste et établissement de listes des bénéficiaires (pas de donnée disponible sur le nombre ce sont les estimations)
Cash distribué et fréquence	Nbre	2	3	150	Un troisième transfert a été fait suite à l'excédent d'argent
Post Distribution Monitoring(PDM)	Nbre	3	3	100	Le PDM a concerné 75 ménages ou bénéficiaires après chaque distribution
Atelier bilan de capitalisation	Nbre	1	1	100	Il a regroupé plus de 113 participants composés des représentants de ACF-E; STOP-SAHEL ; Elus communaux; Chefs de villages ; bénéficiaires (directs + indirects) et les membres de comités de ciblage
Suivi	Nbre	Quotidien	Quotidien		Le suivi se faisait quotidiennement par les animateurs
Rapportage		8	8	100	3 rapports d'activités

					3 rapports PDM 1 rapport d'atelier bilan 1 rapport de fin de projet
Evaluation finale	Nbre	1	1	100	1 rapport d'évaluation finale disponible

Suivant le chronogramme programmé, les activités planifiées ont toutes été exécutées conformément au plan défini selon les exécutants du projet même si le projet a connu un retard de démarrage. Les indicateurs proposés ont été respectés correctement au cours de la mise en œuvre du projet.

La coordination du projet avec les agents des services techniques, des élus communaux et le sous-préfet est restée timide au cours de la mise en œuvre. Ils ont participé à l'atelier d'information et de bilan. Par contre les élus communaux et le sous préfet pouvaient jouer un rôle important dans le ciblage et la compréhension des réfractaires. Celui ci a été signalé un peu partout dans les communes par la population. D'autres acteurs importants qui ont été passés sous silence dans le projet est la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire (DRDSES). Au plan institutionnel il est le répondant de la gestion de l'aide d'urgence et dispose des ressources humaines compétentes pour gérer les aides.

L'analyse des résultats des focus groupes et de la documentation nous fait ressortir les forces et les faiblesses suivantes pour la procédure.

#### ***Forces de la procédure retenue pour le transfert du cash***

- *Présence d'institution de micro finance expérimentée et connaissant le milieu ;*
- *Méthodologie adoptée par l'équipe ;*
- *Distribution de l'argent sur des sites choisis ;*
- *Dynamisme de l'équipe du projet pour la communication*
- *Présence de mandataire sur la carte ;*
- *Présence de l'ensemble de l'équipe au moment de la distribution ;*
- *Le doublement enregistrement des bénéficiaires (au moment du transfert le contrôle ou l'enregistrement des bénéficiaires était fait par l'ONG et l'IMF) ;*
- *La sécurité (chaque équipe était accompagnée d'agent de sécurité et les bénéficiaires des villages de distribution également étaient en sécurité) ;*
- *Période de distribution bien indiquée.*

#### ***Faiblesses de la procédure retenue pour le transfert du cash***

- *Certains sites étaient éloignés des bénéficiaires (bénéficiaires vieux pour le déplacement) ;*
- *Temps d'attente des bénéficiaires pour raison d'inaccessibilité (panne et embourbement de voiture ont fait souvent que certains bénéficiaires ont été payés après 19 heures) ;*
- *Nombre de bénéficiaire très faible par rapport au nombre de pauvres identifiés dans les villages ;*

- *L'insécurité pour les bénéficiaires non résidents sur les sites de distribution (le fait de déplacer les bénéficiaires des villages avoisinants sur autre village peut les mettre en insécurité) ;*
- *Manque de lieu de recours.*

L'analyse des résultats des focus groupes et de la documentation nous fait ressortir les forces et les faiblesses suivantes pour l'utilisation du cash reçu.

#### ***Forces de l'utilisation de l'utilisation du cash reçu***

- *Constitution du stock alimentaire de la famille ;*
- *Prise en charge des frais des équipements scolaires et des frais de scolarité dans certains villages ;*
- *Prise en charge des frais de santé des malades de la famille ;*
- *Montant élevé permettant aux bénéficiaires de pouvoir s'offrir beaucoup de choses.*

#### ***Faiblesses de l'utilisation du cash reçu***

- *Faible entraide entre les communautés d'un même village ;*
- *Vieilles personnes ayant reçu l'aide ne pouvaient rien faire que consommer l'argent (c'est-à-dire les vieilles personnes bénéficiaires ont utilisé l'argent dans l'alimentation et le traitement des maladies).*

### **7.8. Durabilité**

D'une manière générale, la conception des actions menées dans le cadre du projet « **Renforcement des capacités de subsistance des ménages très pauvres et pauvres** » pourrait souffrir à un moment d'un manque de perspective d'autonomisation. Des appuis qui permettraient aux actions d'être indépendantes du projet ne sont pas planifiés au moment de la conception des activités. Le projet s'est limité à signaler dans quoi l'argent doit être utilisé. Les bénéficiaires le savent et en sont convaincus parce qu'ils ont reçu l'appui nécessaire pour l'achat des céréales, le traitement des enfants malades et le paiement des frais et équipements scolaires. Quelque part même si le projet dans sa conception n'a pas pris en compte l'évolution à long terme compte tenu du temps d'exécution court, les bénéficiaires ont affirmé un peu partout au cours des focus groupes que l'argent leur a permis de passer la saison 2012-2013 dans la tranquillité car grâce à cela certains bénéficiaires ont pu avoir des semences et de l'engrais sans prendre de crédit dans le temps.

### **7.9. Suivi**

Le suivi quotidien des activités sur le terrain était fait par les animateurs de l'ONG Stop Sahel. Il passait fréquemment dans les villages pour sensibiliser la population sur les buts du projet et sur le partenaire financier. Les animateurs produisaient des rapports mensuels qui étaient compilés par la direction de l'ONG Stop Sahel pour transmission à la base d'ACF-E de

Kita. Les indicateurs collectés étaient essentiellement concentrés sur le nombre de bénéficiaires (hommes, femmes et enfants), le nombre de productions des rapports, le nombre de séances de sensibilisation et d'information, le nombre d'ateliers, le nombre PDM, le nombre et la valeur totale d'argent transféré.

Les outils de suivi des activités se faisaient à travers les rapports d'activités, les rapports bilan, la liste de participants aux activités et la liste de personnes ayant bénéficié de l'argent. L'analyse des activités se faisait au cours des réunions mensuelles ou d'information et cela pour prendre en compte les différents problèmes et difficultés rencontrés. La fréquence de collecte des informations était mensuelle et l'indicateur régulièrement collecté est le nombre de bénéficiaires, les utilisations de l'argent.

L'analyse des résultats de la documentation nous fait ressortir les forces et les faiblesses suivantes pour le système de suivi de référence des indicateurs nutritionnels et de la sécurité alimentaire.

***Les forces du système de suivi de référence des indicateurs nutritionnels et de sécurité alimentaire.***

- *présence sur le terrain des ressources humaines compétentes ;*
- *présence dans la même localité d'un projet ACF-E qui travaille sur la prévention et la prise en charge des enfants ;*
- *présence sur le terrain des relais formés, équipés et disponibles pour la collecte des informations ;*
- *disponibilité de fonds pour assurer directement la prise en charge des enfants malades et dénutris.*

***Les faiblesses du système de suivi de référence des indicateurs nutritionnels et de sécurité alimentaire***

- *enquête PDM faite par les agents du projet ce qui peut biaiser les résultats (les enquêteurs externes sont recrutés et formés par ACF-E pour conduire la collecte des informations sur le terrain) ;*
- *taux élevé d'analphabètes parmi les relais ;*
- *volontariat des relais, pas de ressource financière pour les relais seulement des encouragements*

**7.10. Genre**

En terme de genre dans la localité de Kita, les coutumes et les us pèsent jusqu'à présent sur le sexe féminin du chef de ménage. Dans ces localités une femme ne peut pas être chef de ménage et elle est toujours sous le couvert d'un homme même si ce dernier est un enfant. Des informations tirées des focus-groupes, une femme veuve peut avoir un mari mais dans la tradition le mari ne contribue pas tellement dans la famille de la femme veuve. Son rôle est de passer la nuit et ne paye pas les frais de condiments. A travers cette situation une

priorité a été donnée aux femmes pauvres et surtout celles dont les maris sont décédées. Une priorité a été donnée également aux vieilles personnes, aux ménages possédant des malades ou handicapés et surtout celles qui n'ont pas de bras valides.

Vu sous l'angle du nombre homme femme sur les **749 ménages** bénéficiaires **263 femmes** en ont bénéficié.

Selon la documentation les femmes devraient faire partie du comité de ciblage mais à travers les résultats cet état de fait n'a pas été respecté dans la majorité des cas. La principale raison évoquée au cours des focus-groupes est : la femme ne connaît pas bien les ménages ou la population.

Dans les ateliers communautaires, les femmes, les jeunes, les conseillers, les chefs de villages, les élus, l'administration et les religieux étaient tous présents (source rapport d'atelier).

Dans les mêmes documentations et informations collectées auprès des exécutants du projet la composition des comités de ciblage devrait être la suivante :

- un représentant du chef de village ;
- un conseiller du village ou un élu de la commune présent dans le village ;
- un représentant des religieux ;
- un représentant des femmes ;
- un représentant des jeunes.

Au regard des informations dites au cours des focus-groupes par la population beaucoup de personnes ont affirmé n'avoir pas eu connaissance de cette information et cette procédure n'a pas été respectée dans bon nombre de village.

### **7.11. Acceptabilité**

L'implication des communautés dans la mise du projet était assurée à la participation aux réunions d'information et de sensibilisation, aux assemblées générales et dans les activités d'ateliers bilans.

La solidarité fait partie des activités coutumières de la localité. Cet appui peut être en nature ou en argent. Il a été déclaré dans les focus groupes que les familles s'entraident beaucoup dans les moments des récoltes. Donc ce qui implique que le projet « **Renforcement des capacités de subsistance des ménages très pauvres et pauvres** » est compatible avec les coutumes et les us.

## 8. Conclusions et recommandations

Le projet cash inconditionnel est pertinent répondant aux préoccupations de développement des communautés, il est efficace à travers les activités menées par la mise à disposition de l'argent auquel la participation de la communauté a été timide.

Au regard des objectifs initiaux du projet, il reste indéniable que le projet a fait une contribution considérable au renforcement de la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires dans les villages et hameaux de la commune rurale de Djidian. Seulement la participation des communautés n'a pas été à hauteur de souhait pour asseoir un ciblage correct.

Les résultats atteints par le projet sont assez fragiles et ne couvrent pas l'ensemble des pauvres de la commune.

Ainsi nous formulerons quelques recommandations visant à améliorer les futurs projets cash inconditionnels :

- Le respect strict de la démarche méthodologie par l'équipe de mise en œuvre (non mise en place des comités de ciblage, pas d'enquête de vulnérabilité spécifique pour la commune, etc...) ;
- La mise en place correcte des comités de ciblage à travers les représentations suivantes : chef de village ou son conseiller/représentant, un élu communal, un représentant des autorités administratives, un représentant des religieux, une représentante des femmes, un représentant des jeunes et un représentant du développement social ;
- La création d'un comité de recours/plaintes qui sera responsable de l'analyse des plaintes, il sera composé de 3 personnes (autorités, conseiller villageois et religieux) ;
- L'organisation d'une session d'information, de sensibilisation et de conscientisation à l'intention des membres des comités de ciblage et de recours ;
- L'implication des autorités communales, administratives et de la solidarité ;
- La définition correcte des critères (pour certains il y avait des ménages dont le chef de ménage est décédé mais la famille possède beaucoup de biens, certains ont bénéficié du cash inconditionnel mais ne payent pas d'impôt dans la commune, etc...) ;
- L'augmentation du nombre de bénéficiaire compte tenu de la précarité dans la localité (pourcentage de pauvres et très pauvres élevé dans la commune) ;
- Rapprocher d'avantage les sites de distribution aux bénéficiaires si possible distribué dans chaque village ;
- Multiplier des projets de cash inconditionnel au près des projets de cash conditionnel. Ce-ci a l'avantage de cibler directement les personnes âgées et les vulnérables de la localité. Pour cela il faudra engager les processus de réflexion avec les communautés et les responsables de la commune sur le ciblage ;

- Que les études PDM soient conduites par les bureaux d'étude indépendants ou consultants ceci permettra de justifier l'indépendance des études et évaluations du projet pour faciliter la triangulation des informations;
- Le temps de mise en œuvre du projet doit être revu (augmenter le temps de mise en œuvre du projet).

### **Leçons apprises**

- Redynamisation du marché ou injection de l'argent dans l'économie locale ;
- Satisfactions des bénéficiaires ;
- Mobilisation des ressources humaines compétentes, dynamique et disponible ;
- Développement du partenariat (signature de contrat de prestation avec 2 structures de la place ce qui permet la création de l'emploi et le développement des structures locales) ;
- Souplesse de la méthodologie (méthodologie permettant d'informer à temps sans complication technologique) ;
- Compréhension de la catégorisation socio-économique par certaine couche de la population (catégorisation faite par la population elle-même) ;
- Ciblage communautaire (choix des bénéficiaires en assemblée générale).

### **Mauvaises pratiques :**

- Mauvaise pratique de la procédure (Non mise en place des comités de ciblage dans bon nombre de village ; absence de jeunes, de religieux et de femmes dans les comités de ciblage) ;
- Forte tension sociale (Villages de Batimankana, Tofassadaga et Doumbadjila).

# Annexes

## Annexes I : Bonne pratique

<b>Titre</b>	Renforcement de la résilience des ménages pauvres et très pauvres affectés par 'les catastrophes naturelles'.
<b>Traits caractéristiques innovants</b> et	Ciblage communautaire (information et sensibilisation de la communauté, mise en place des comités de ciblage et de <b>recours/plaintes</b> à l'assemblée générale à travers les compositions cités dans les recommandations, définition des critères et choix des bénéficiaires à l'assemblée générale.
<b>Recommandations spécifiques/pratiques pour la dissémination</b>	Pour la dissémination il faut respecter la méthodologie suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• Étude de faisabilité</li><li>• Etude de marché</li><li>• Plan opérationnel</li><li>• Identification des bénéficiaires</li><li>• Vérification de l'identification</li><li>• Enregistrement des bénéficiaires</li><li>• Validation de la liste des bénéficiaires</li><li>• Distribution du cash aux bénéficiaires</li><li>• Monitoring (comité des plaintes, marché, sécurité, PDM)</li><li>• Évaluation finale</li></ul>

Le ciblage communautaire est la bonne pratique car il a permis à la population de comprendre la catégorisation socio économique, de faire le choix en publique dans les villages et de responsabiliser la population dans le but d'éviter les tensions sociales.

*Information, sensibilisation, et atelier sont des activités transversales qui se déroulent tout au long de la mise en œuvre du projet.*

### **Ciblage communautaire : composition des comités.**

- Ciblage communautaire: comité villageois (5 à 7 pers) (composé de leaders communautaire, religieux, élus communaux, de femme, de jeune, de conseiller villageois et autorité, etc.) ;
- Comité de plaintes ou de recours: (3 pers) un représentant de l'autorité locale, un représentant des religieuses et un représentant des élus ou de la communauté.

## Annexes II : classification de l'évaluation du projet selon les critères DAC)

Critère	Classement (1 faible 5 élevé)					Justification
	1	2	3	4	5	
Impact					x	J'ai donnée les 5 points parce que l'argent mis à disposition a pu obtenir les impacts ou effets suivants : constitution immédiate du stock familial ; réduction immédiate des charges familiale ; prise en charge immédiate des enfants et parents malades ; prise en charge immédiate des frais scolaires ; prise en charge des dépenses liées à la fête ; sauvetage des vies, réduction d'enfants malnutris et prévention de l'insécurité alimentaire dans la commune pour la saison 2012-2013
Pérennité				x		L'explication des 4 points s'explique par le fait que le projet n'a pris en compte l'aspect pérennité/durabilité en compte mais il faut reconnaître que l'appui a permis de rendre disponible les céréales dans la commune à un pris abordable durant toute la saison 2012-2013.
Cohérence					x	Les 5 points de la cohérence s'expliquent par le fait que le projet a contribué à l'atteinte des résultants des différentes politiques nationales de lutte contre l'insécurité alimentaire et la dénutrition.
Couverture				x		Les raisons des 4 points parce que le projet n'a pas fait d'enquête de vulnérabilité spécifique ; il s'est focalisé sur les études des autres projets évoluant dans la localité.
Pertinence					x	Les 5 points car le projet est pertinent a plus d'un titre : les résultats mauvaises de la saison des pluies ont mis la population dans une situation précaire. L'aide est venue au moment opportun et la population était dans un besoin cruciale de semence et de nourriture.
Effectivité					x	Les 5 points s'expliquent par l'atteinte des résultants et les 749 bénéficiaires ont tous bénéficié correctement de la somme proposée.
Efficacité					x	Les raisons des 5 points s'expliquent par le fait que toutes les activités planifiées ont été exécutées dans le temps et suivant le plan.

## Annexes III : questionnaires

### Evaluation du ciblage

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Le pré-ciblage géographique des sites d'intervention, répond-t-il aux objectifs et justifications du projet ?	Très court	Oui	Oui	Référence à l'information disponible dans la documentation	
Le ciblage des populations bénéficiaires répond-t-il au souci de toucher les ménages les plus vulnérables en déficit de survie et de protection des moyens de subsistance suite à la crise de 2012 (déficit de production, crises des prix et de l'accès) ?	Retard de démarrage	Oui	Oui	Accepté	Référence à l'information disponible
Comment le ciblage a-t-il été perçu/compris par les communautés ?				Tirage pour un grand nombre interview	Communautaire

### Evaluation de la méthodologie

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
L'approche méthodologique du projet et les types d'activités mis en place ont-ils répondu aux objectifs du projet et aux résultats attendus ?	Oui	Oui			Communautaire
Quels ont été les effets négatifs ou positifs de l'approche méthodologique globale du projet études, types d'activités mises en œuvre vis-à-vis des bénéficiaires et de leur communauté ?	Insuffisant		Satisfaction des uns mauvaise compréhension des autres	Non respect de la méthodologie dans tous les villages	Choix direct des bénéficiaires avec les conseillers

### Evaluation de l'impact :

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Les objectifs ont-ils été atteints ?	Oui	Oui	Oui		
Quels sont les impacts positifs du projet à court terme ?	Oui	Oui	Oui		
Quels sont les impacts positifs du projet à long terme ?			Très courtes		
Quels sont les impacts négatifs du projet à court terme ?			Oui		
Quels sont les impacts négatifs du projet à long terme ?			Oui	A prévoir dans l'enquête de vulnérabilité	
Quels sont les impacts inattendus du projet à court et long terme ?			Oui	A prévoir dans l'enquête de vulnérabilité	

### Evaluation de la couverture :

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Est-ce que les besoins de la zone et des populations ont été identifiés ?	Non		Non	Rejet pour non respect de la procédure	Référence à l'information disponible
Quelles sont les forces de la méthode d'identification des bénéficiaires ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	
Quelles sont les faiblesses de la méthode d'identification des bénéficiaires ?	Oui		Oui	Accepté	

### Evaluation de la cohérence :

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Qu'elle est la cohérence entre le projet CASH et les autres programmes d'ACF ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	Même objectif
Qu'elle est la cohérence du projet avec les politiques nationales de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	
Qu'elle est la cohérence du projet avec les capacités (motivations) nationales ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	

## Evaluation de la pertinence

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Quelle est la pertinence de l'action aux regards des besoins des populations (femmes et enfants)?	Oui	Oui	Oui	Définie dans la documentation	
Quelle est la pertinence de l'action aux regards des capacités d'ACF à mener l'action ?	Oui	Oui	Oui	Définie dans la documentation	
Les objectifs de résultats ont-ils été correctement définis ?	Oui	Oui	Oui	Définie dans la documentation	
Les objectifs de résultats sont-ils réalistes ?	Oui	Oui	Oui	Définie dans la documentation	
Les objectifs de résultats sont-ils adaptés aux contestes ?	Oui	Oui	Oui	Définie dans la documentation	

## Evaluation de l'efficacité :

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Quel a été le niveau atteint des résultats planifiés ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	
Les indicateurs proposés ont-ils été respectés ?	Oui		Oui	Accepté	
Les activités prévues ont-elles été exécutées en conformité avec le calendrier prévisionnel de travail ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	
La coordination avec les partenaires, organismes et les autorités a-t-elle été efficace ?			Non	A améliorer	Revoir l'implication des autorités
Les forces de la procédure retenue pour le transfert de cash	Oui	Oui	Oui	Accepté	
Les faiblesses de la procédure retenue pour le transfert de cash	Oui		Oui	A prendre en compte dans les autres interventions	
Les forces de l'utilisation du cash reçu	Oui		Oui	Accepté	
Les faiblesses de l'utilisation du cash reçu	Oui		Oui	A prendre en compte dans les autres interventions	

### Evaluation de la Durabilité :

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Est-ce que le projet à pris en compte l'évolution du contexte sur le long terme ?	Non		Non	A revoir dans les autres interventions	
Quels sont les dispositions institutionnelles et organisationnelles mises en place par le projet ?	Non	Non	Non		
Quels sont les dispositifs financiers mis en place par le projet ?	Non	Non	Non		
Quels sont les outils mis à dispositif par le projet ?	Oui	Oui	Argent		
L'utilisation des dispositifs, les outils dans la mise en œuvre du projet par les bénéficiaires	Oui	Oui	Argent		

### Evaluation du suivi

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Est-ce que les indicateurs développés sont adaptés et pertinents pour ce programme ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	
Quels sont les méthodes et outils de suivi et d'analyse des activités ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	
Les méthodes, outils de suivi et d'analyse des activités sont elles adaptés ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	
Quels est la fréquence de collecte des données ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	Quotidien et mensuel
Quels indicateurs ont été régulièrement collectés ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	
Les forces du système de suivi de référence des indicateurs nutritionnels et de sécurité alimentaire	Oui	Oui	Oui	Accepté	
Les faiblesses du système de suivi de référence des indicateurs nutritionnels et de sécurité alimentaire			oui	A prendre en compte	

### Evaluation du genre :

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Quelle a été la prise en compte de l'aspect genre ?	Oui	Oui	Oui	Absence des femmes dans les comités de ciblage	Application correcte de la procédure
Quelle a été l'implication des femmes dans le programme ?	Oui	Oui	Non	Rejeté	
Comment l'accès des femmes et autres groupes vulnérables aux services et ressources a-t-il été assuré ?	Oui	Oui	Oui	Accepté	

### Evaluation de l'acceptabilité et l'appropriation :

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Quel est le degré d'implication des communautés ?	Oui	Oui	Oui	A revoir dans la démarche	
Comment chaque partie prenante participe-t-elle au projet ?	Oui	Oui	Oui	A revoir dans la démarche	
A quels niveaux ? (identification, exécution, mise en œuvre, suivi évaluation)	Oui	Oui	Oui	A revoir dans la démarche	
Le projet est-il compatible aux US et coutumes de la localité ?	Oui		Oui	Accepté	

### Evaluation du partenariat et de la collaboration

Questions d'évaluation	Temps	Budget	Donnée	Décision technique	Décision stratégique
Partenariat/collaboration à l'interne de l'équipe	Oui		Oui	Accepté	
Comment collaborez-vous avec les ST de tutelle à différents niveaux ?	Oui	Non	Oui	A revoir dans la démarche	
Comment collaborez-vous avec autres structures/projets/programmes de la région ?	Oui		Oui	Accepté	
Quelles appréciations faites-vous de cette collaboration avec les autres acteurs ? (exemplarité et pas à encourager)				Satisfaisant	
Quels aspects de collaboration faut améliorer pour maximiser les impacts des interventions ?					

## Annexes VI : liste des personnes rencontrées et villages

Noms et prénoms	Villes/Villages	Bénéficiaires	Rôles
Louka Daou	Bamako		Coordinateur SAME
Abdoulaye Dembélé	Kita		Superviseur Stop Sahel
Yaya Traoré	Kita		Assistant SAME
Youssouf Maïga	Kita		Chef de projet SAME
Kassim Koroma	Kita		Chef de base
Niamby Keita	Djidian	Non	Conseiller
Soumita Sissoko	Djidian	Non	1 <sup>er</sup> Adjoint
Lassana Mariko Keita	Djidian	Non	Secrétaire général
Souley Keita	Djidian	Non	Conseil communal
Seydou Sidibe	Djidian	Non	Conseil communal
Boubacar sada Diallo	Djidian	Non	Planton
Mady Keita	Djidian	Non	Chef de village
Daouda Keita	Djidian	Non	Maire
Ousmane Berthe	Djidian	Oui	Chef de ménage
Alpha Kamara	Djidian	Oui	Chef de ménage
Souleymane Maïga	Djidian	Oui	Chef de ménage
Lasseni Diakité	Djidian	Oui	Chef de ménage
Baoumou Badjaka	Djidian	Oui	Chef de ménage
Aminata Koné	Djidian	Oui	Chef de ménage
Boukary Diakité	Djidian	Comité de	Chef de ménage
Mady Keita	Djidian	Comité de	Commerçant
Lassana Keita	Djidian	Comité de	Chef de ménage
Mamadou Ba Keita	Konintonoma Namala	Oui	Chef de ménage
Bakou Mady Keita	Konintonoma Namala	Oui	Chef de ménage
Silamakan Keita	Konintonoma Namala	Oui	Chef de ménage
Madou Kounat Keita	Konintonoma Namala	Oui	Chef de ménage
Moussa Keita	Konintonoma Namala	Oui	Chef de village
Nama Sissoko	Konintonoma Namala	Oui	Chef de ménage
Djiba Tounkara	Konintonoma Namala	Comité de	Chef de ménage
Mamou Souko	Konintonoma Namala	Comité de	Chef de ménage
Madou Keita	Konintonoma Namala	Comité de	Chef de ménage
Mamadou Coulibaly	Konintonoma Namala	Non	Chef de ménage
Zoumana Keita	Konintonoma Namala	Non	Chef de ménage
Boukary Keita	Konintonoma Namala	Non	Chef de ménage
Bourama Fama Keita	Konintonoma Namala	Non	Imam
Djibril Keita	Konintonoma Namala	Non	Chef de ménage
Bakary Keita	Konintonoma Djémakana	Oui	Chef de ménage
Kaniba Douga Keita	Konintonoma Djémakana	Oui	Chef de ménage
Amadou Keita	Konintonoma Djémakana	Oui	Chef de ménage
Bado Soucko	Konintonoma Djémakana	Oui	Chef de ménage
Famakan Keita	Konintonoma Djémakana	Non	Chef de ménage
Kouraba Soucko	Konintonoma Djémakana	Non	Chef de ménage
Sati Keita	Konintonoma Djémakana	Non	Chef de ménage
Naouma Fama Keita	Konintonoma Djémakana	Non	Chef de ménage
Niamey Namake Keita	Konintonoma Namorila	Non	Chef de ménage
Niania Namake Keita	Konintonoma Namorila	Non	Chef de ménage
Yssouf Keita	Konintonoma Namorila	Non	Chef de ménage

<b>Noms et prénoms</b>	<b>Villes/Villages</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Rôles</b>
Django Keita	Konintonoma Namorila	Non	Chef de ménage
Fabala Keita	Konintonoma Namorila	Non	Chef de ménage
Sira Morikè Keita	Konintonoma Namorila	Non	Chef de ménage
Doussounake Keita	Konintonoma Namorila	Oui	Chef de ménage
Soutouba Keita	Konintonoma Namorila	Oui	Chef de village
Famousa Keita	Konintonoma Namorila	Oui	Chef de ménage
Soumita Keita	Konintonoma Namorila	Comité de ciblage	Chef de ménage
Fabala Dô Keita	Konintonoma Namorila	Comité de ciblage	Chef de ménage
Yakare Tounkara	Konintonoma Namorila	Comité de ciblage	Chef de ménage
Fatoumata Sacko	Dougourakoroni	Non	Chef de ménage
Mamadou Sacko	Dougourakoroni	Non	Chef de ménage
Fodé Soubou Keita	Dougourakoroni	Non	Chef de ménage
Mama Diallo	Dougourakoroni	Non	Chef de ménage
Boukary Keita	Dougourakoroni	Non	Chef de ménage
Souley Keita	Dougourakoroni	Non	Chef de ménage
Makadjan Keita	Dougourakoroni	Non	Chef de ménage
Famaka Keita	Dougourakoroni	Non	Chef de ménage
Demba Tounkara	Dougourakoroni	Non	Chef de ménage
Barou Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Tiemoko Fan Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Django Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Sambou Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Bamaka Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Mamadou Diarra	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Karamoko Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Bakary N'Diaye	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Sekou Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Solo Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Moino Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Check Oumar Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Diaye Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Nakouté Keita	Dougourakoroni	Oui	Chef de ménage
Moussa Keita	Dougourakoroni	Comité de ciblage	Chef de ménage
Django Soucko	Dougourakoroni	Comité de ciblage	Chef de ménage
Mamadou Keita	Dougourakoroni	Comité de ciblage	Chef de ménage
Madou Keita	Dougourakoroni	Comité de ciblage	Chef de ménage
Fousseyni Keita	Dougourakoroni	Comité de ciblage	Chef de ménage
Madou Keita	Dougourakoroba	Oui	Chef de ménage
Famakan Keita	Dougourakoroba	Oui	Chef de village
N'Kô Camara	Dougourakoroba	Oui	Chef de ménage
Mary Keita	Dougourakoroba	Oui	Chef de ménage
Makan Keita	Dougourakoroba	Oui	Chef de ménage
Sekou Keita	Dougourakoroba	Non	Chef de ménage
Namakè Keita	Dougourakoroba	Non	1 <sup>er</sup> conseiller
Fatoma Keita	Dougourakoroba	Non	Chef de ménage
Souleymane Keita	Dougourakoroba	Non	Chef de ménage
Gory Keita	Dougourakoroba	Non	Chef de ménage
Koliba Keita	Dougourakoroba	Non	Chef de ménage
Gnini Keita	Dougourakoroba	Non	Chef de ménage

<b>Noms et prénoms</b>	<b>Villes/Villages</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Rôles</b>
Djibril Coulibaly	Dougourakoroba	Comité de ciblage	Chef de ménage
Adama Dagno	Batimakana	Oui	Chef de ménage
Mamadou Keita	Batimakana	Oui	Chef de ménage
Bily Tounkara	Batimakana	Oui	Chef de ménage
Famory Tounkara	Batimakana	Oui	Chef de ménage
Assetou Tounkara	Batimakana	Oui	Chef de ménage
Moussa Fofana	Batimakana	Oui	Chef de ménage
Fadiala Tounkara	Batimakana	Non	Chef de village
Django Keita	Batimakana	Non	Chef de ménage
Sekouba Camara	Batimakana	Non	Chef de ménage
Bouya Makadji	Batimakana	Non	Chef de ménage
Alimamy Tounkara	Batimakana	Non	Chef de ménage
Badou Bathily	Batimakana	Non	Chef de ménage
Famory Tounkara	Batimakana	Comité de ciblage	Chef de ménage
Django Tounkara	Batimakana	Comité de ciblage	Chef de ménage
Drissa keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Karamoko Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Moussa Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Madou Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Fasseka Sissoko	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Drissa Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Tara Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Yacouba Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Haneke Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Dougawélé Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Fakory Keita	Trokoninna	Oui	Chef de village
Djigui Fofana	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Moriba Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Fabila Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Yaya Fofana	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Seydou Fofana	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Badji Traoré	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Madou bilé Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Sadio Kane	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Madou Fofana	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Hadjala Fofana	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Tigou Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Django Fofana	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Amara Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Alou Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Bintou Soucko	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Oumou Soucko	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Mary Fofana	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Bakou Soucko	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Mamadou Keita	Trokoninna	Oui	Chef de ménage
Souba Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Django Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Adama Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Checkna Tounkara	Trokoninna	Non	Chef de ménage

<b>Noms et prénoms</b>	<b>Villes/Villages</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Rôles</b>
Madou Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Fadiala Tounkara	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Adi Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Ousmane Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Setigui Tounkara	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Faneko Fofana	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Moussa Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Monzon Konaté	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Soungala Sylla	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Mady Soucko	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Moriba Fofana	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Djalani Tounkara	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Mama Diallo	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Mahamadou Tounkara	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Samake Fofana	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Guimbala Fofana	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Fodé Fofana	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Balla Diarra	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Mamadou Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Lamine Tounkara	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Moussa Dicko	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Alou Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Haya Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Mamadou Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Alou Keita	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Mama Fofana	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Aminiata Diarra	Trokoninna	Non	Chef de ménage
Oumar Keita	Trokoninna		Chef de ménage
Lamine Tounkara	Trokoninna		Chef de ménage
Adama Keita	Trokoninna		Chef de ménage
Seynou Fofana	Trokoninna		Chef de ménage
Kendia Mady Konaté	Sandiambougou	Comité de ciblage	1 <sup>er</sup> conseiller
Dabadjou Konaté	Sandiambougou	Comité de ciblage	Chef de ménage
Faly Keita	Sandiambougou	Comité de ciblage	Chef de ménage
Guimbala Keita	Sandiambougou	Oui	Chef de ménage
Gawa Makassa	Sandiambougou	Oui	Chef de ménage
Django Konaté	Sandiambougou	Oui	Chef de ménage
Madou Keita	Sandiambougou	Oui	Chef de ménage
Sayon Konaté	Sandiambougou	Oui	Chef de ménage
Nouhoun Konaté	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Lassi Keita	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Daouda Keita	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Demba Keita	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Kalifa Konaté	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Mamoutou Coulibaly	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Django Keita	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Tiemoko Keita	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Moi Konaté	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Moussa Keita	Sandiambougou	Non	Chef de ménage

<b>Noms et prénoms</b>	<b>Villes/Villages</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Rôles</b>
Babou Keita	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Souley Keita	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Tata Faly Keita	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Bakoma Diarra	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Fanta Soucko	Sandiambougou	Non	Chef de ménage
Amadou Bathily	Tofassada	Oui	Chef de ménage
Karamoko Keita	Tofassada	Oui	Chef de ménage
Karamoko Keita	Tofassada	Oui	Chef de ménage
Oumou Keita	Tofassada	Oui	Chef de ménage
Badé Sacko	Tofassada	Oui	Chef de ménage
Fadiala Fofana	Tofassada	Oui	Chef de ménage
Balla Keita	Tofassada	Oui	Chef de ménage
Ousmane Diarra	Tofassada	Oui	Chef de ménage
Boubacar Tounkara	Tofassada	Oui	Chef de ménage
Famakan Keita	Tofassada	Non	Chef de ménage
Django Keita	Tofassada	Non	Chef de ménage
Fadiala Keita	Tofassada	Non	Chef de ménage
Sekou Keita	Tofassada	Non	Chef de ménage
Sekou Keita	Tofassada	Non	Chef de ménage
Moussa Fofana	Tofassada	Non	Chef de ménage
Founèké Keita	Tofassada	Non	Comité de ciblage
Sara Keita	Tofassada	Non	Comité de ciblage
Mamadou Coulibaly	Samantan	Oui	Chef de ménage
Moussa Diawara	Samantan	Oui	Chef de ménage
Yoro Keita	Samantan	Oui	Chef de ménage
Adama Coulibaly	Samantan	Oui	Chef de ménage
Mamadou Keita	Samantan	Oui	Chef de ménage
Famory Keita	Samantan	Oui	Chef de ménage
Oumou Doumbia	Samantan	Oui	Chef de ménage
Sounouba Diarra	Samantan	Oui	Chef de ménage
Sounouba Sidibé	Samantan	Oui	Chef de village
Bakan mady Coulibaly	Samantan	Oui	Chef de ménage
Arouna Sidibé	Samantan	Oui	Chef de ménage
Madou bilé Sissoko	Samantan	Oui	Chef de ménage
Founèma Camara	Samantan	Oui	Chef de ménage
Seyba Diarra	Samantan	Oui	Chef de ménage
Hawa Coulibaly	Samantan	Oui	Chef de ménage
Djamatigiu Sidibé	Samantan	Oui	Chef de ménage
Issaka Sissoko	Samantan	Non	Chef de ménage
Soumaila Camara	Samantan	Non	Chef de ménage
Famakan Diawara	Samantan	Non	Chef de ménage
Seydou Sidibé	Samantan	Non	Chef de ménage
Sekou Samaké	Samantan	Non	Chef de ménage
Yacouba Diaby	Samantan	Non	Chef de ménage
Tiefing Camara	Samantan	Non	Chef de ménage
Fanèkè Diawara	Samantan	Non	Chef de ménage
Kaba Doumbia	Samantan	Non	Chef de ménage
Kadiatou Keita	Samantan	Non	Chef de ménage
<b>Noms et prénoms</b>	<b>Villes/Villages</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Rôles</b>

Faboure Sidibé	Samantan	Non	Chef de ménage
Djibril Coulibaly	Samantan	Non	Chef de ménage
Faguiba Diawara	Samantan	Non	Chef de ménage
Modibo Coulibaly	Samantan	Non	Chef de ménage
Hary Keita	Samantan	Non	Chef de ménage
Bemba Sidibé	Samantan	Non	Chef de ménage
Seyba Camara	Samantan	Non	Chef de ménage
Bakou Coulibaly	Samantan	Non	Chef de ménage
Adama Sidibé	Samantan	Non	Chef de ménage
Sekouba Coulibaly	Samantan	Non	Comité de ciblage
Django Sidibé	Samantan	Non	Comité de ciblage
Bourama Sidibé	Samantan	Non	Comité de ciblage

## Annexe V : programme de visite sur le terrain

<b>Jour</b>	<b>Cibles</b>	<b>Villages</b>
<b>Jeudi 12</b>	Elus communaux Sous Préfet	Djidjan
<b>Vendredi 13</b>	Bénéficiaires non bénéficiaires autres et comité de ciblage	Djidjan Konitoma namala Konitonoma Djemakana
<b>Samedi 14</b>	Bénéficiaires non bénéficiaires autres et comité de ciblage	Dougouracoraba Dougourakoroni
<b>Dimanche 15</b>	Bénéficiaires non bénéficiaires autres et comité de ciblage	Sandiambougou Batimakana
<b>Lundi 16</b>	Bénéficiaires non bénéficiaires autres et comité de ciblage	Trokonina Tofassadaga Samanta
<b>Mardi 17</b>	Bénéficiaires non bénéficiaires autres et comité de ciblage	Doumbadjila
<b>Mercredi 18</b>	Staff ACF	Débriefing Revue documentaire
<b>Jeudi 19</b>	Voyage	Retour



**TERMES DE REFERENCE**

Pour les Evaluations Externes d'ACF

**Renforcement des moyens de subsistance des ménages vulnérables  
dans la Commune de Djidian (Cercle de Kita, région de Kayes)**

Programme Financé par



Référence du Contrat  
**[MLB2AA]**

**[Du 1er septembre 2012 au 30 avril 2013]**

## 1. DETAILS CONTRACTUELS DE L'EVALUATION

### 1.1. Dates clés de l'Evaluation

Date de départ prévue:	19 Août
Date de fin prévue:	24 Septembre
Soumission du Rapport Provisoire:	12 Septembre
Soumission du Rapport Final	24 septembre

### 1.2. La Langue de l'Evaluation

Langues requises pour effectuer l'évaluation	Français pour les rapports, briefing et débriefing, anglais désirable pour les documents des projets tels que remis au bailleur et en langues locales pour l'évaluation (avec traductions des points significatifs)
Langue du Rapport:	Français

### 1.3. Plan de travail et calendrier

Activités	Jours de Travail
Briefing HQ et revues des documents	3
Voyage vers la mission	1
Briefing mission et révision des documents et préparation de la mission terrain à Bamako	2
Voyage aller (Bamako – Kita)	1
Rencontre avec l'équipe ACF de Kita et avec les personnes ressources de Kita	1
Visite sur le terrain (contacts et entretiens avec les bénéficiaires, autorités villageoises, services techniques de l'Etat, etc.)	9
Voyage retour (Kita – Bamako)	1
Analyse, encodage des données et écriture du premier exemplaire de rapport (PPT)	4
Débriefing et restitution des résultats préliminaire à la Mission	1
Voyage (retour de la mission)	1
Débriefing HQ (via Skype)	0.5
Finalisation du rapport sur la base des commentaires de la mission ACF	3.5
<b>TOTAL</b>	<b>28</b>

Le Consultant sera responsable de son assurance personnelle pendant l'évaluation. De plus, le consultant fournira également tous les équipements nécessaires (e.g. ordinateur) nécessaires à l'évaluation.



aggravée depuis 2008, perturbe les économies familiales en termes de revenu mais également d'accès aux intrants. Le système de crédit en place a créé un endettement accru et une dépendance des producteurs vis-à-vis de la société cotonnière rendant la réorientation des sources de revenus de la famille très difficile.

Il faut noter également une présence importante de petites exploitations familiales (moins de 5 ha) jugées très vulnérables car ayant de très faibles revenus, un endettement conséquent et un niveau d'équipement très faible.

L'enquête HEA (Economie des ménages) réalisée en novembre 2008 montre que 57 % de la population fait partie du groupe socio-économique considéré comme pauvre par les communautés elles-mêmes. Ces deniers sont loin d'être autosuffisants car leur stock ne peut couvrir que 5 à 6 mois de consommation. En général leur diète est pauvre surtout pendant la période de soudure. L'arachide, l'ingrédient principal des sauces leur est inaccessible pendant les mois de soudure. Ils consacrent près de 64% de leur budget pour des achats de nourriture de base (dépenses en céréales uniquement).

Au regard de l'extrême vulnérabilité des populations dans le cercle de Kita où ACF-E est présent depuis 2007, de l'expertise d'ACF-E dans cette région, et de la complémentarité avec les autres projets en cours dans la zone, ACF-E a proposé ce projet afin d'apporter assistance aux plus vulnérables dans le cercle de Kita. ACF-E s'est intéressée aux communes déclarées par le SAP et Fewsnet en situation d'insécurité alimentaire, parmi ces communes, la commune de Djidian.

La situation dans cette commune était alors caractérisée par une réduction critique des stratégies d'adaptation des ménages marquée par la perte de leurs moyens de subsistance afin de faire face à leurs besoins élémentaires en nourriture, en accès aux services de base...etc. Cela signifiait un risque d'aggravation de leur situation déjà critique. Afin de répondre à ces besoins, le présent projet visait le transfert inconditionnel de cash pour les ménages vulnérables afin de couvrir leurs besoins et leur permettre de protéger et renforcer leurs moyens d'existence.

Le Cash transfert a également un impact positif sur l'économie locale à travers le marché local. Ce projet se base sur une expérience d'action acquise dans cette zone depuis 2007. Il se concentrera sur des activités de Cash transfert inconditionnel afin de venir en aide aux ménages les plus vulnérables de la commune de Djidian.

Les principaux axes d'activités porteront sur l'identification des bénéficiaires, la transfert monétaire et le suivi post distribution.

### **2.3. Objectif Général**

Les besoins primaires de la population en situation d'insécurité Alimentaire Durant la période de soudure dans l'une des communes des plus vulnérables du cercle de Kita sont couverts.

### **2.4. Objectifs spécifiques/Résultats**

Les moyens d'existence des ménages les plus vulnérables en situation de malnutrition et d'insécurité Alimentaire sévère sont protégés.

### **2.5. Activités du Programme**

**Activité 1:** Atelier de sensibilisation.

**Activité 2:** Prise de contact avec l'organisme financier

**Activité 3 :** Identification, sélection et sensibilisation des ménages les plus vulnérables

**Activité 4** : transfert de cash

**Activité 5** : PDM

**Activité 6** : Enquêtes de vulnérabilité

**Activité 7** : Atelier de capitalisation

### 3. BUT DE L'ÉVALUATION

#### 3.1. Les Utilisateurs cible(s) de l'Évaluation

<b>ACF</b>	ACF-E
<b>Siège commanditaire</b>	Référénts sécurité alimentaire (ACF-E), ELA Unit (ACF-UK)
<b>Au Niveau de la Mission</b>	Coordo sécurité alimentaire
<b>Autres</b>	Partenaires et agences Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle pour le cercle de Kita

#### 3.2. Objectif(s) de l'Évaluation

L'objectif de cette étude est d'évaluer le projet « Renforcement des moyens de subsistance des ménages vulnérables dans la Commune de Djidian » sur la base d'une démarche qualité et via des critères d'évaluation qui permettront d'estimer la pertinence, l'efficience, l'efficacité, l'impact et la viabilité du projet.

Elle devra aboutir à des conclusions et des recommandations devant permettre à ACF et aux acteurs associés dans la mise en œuvre de ce projet de capitaliser l'ensemble des informations relatives à ce type d'intervention et de formuler des recommandations pour une suite éventuelle. En particulier, l'évaluation devra se centrer sur les leçons apprises à travers ce projet et guider la prise de décision pour les futurs projets similaires. Ceci devra être mis en évidence et analysé à travers les informations quantitatives et qualitatives recueillies et qui devront donc figurer de manière suffisamment détaillées dans le rapport d'évaluation.

Ainsi les résultats attendus sont d'évaluer le projet selon les critères ci-dessous et formuler des recommandations précises et concrètes liées aux aspects analysés et fondées sur les leçons apprises.

#### 3.3. Champs de l'Évaluation

L'évaluation doit prendre en compte les objectifs, les résultats et les indicateurs mentionnés dans le cadre logique du projet. Elle devra examiner les standards et la qualité des biens et des services produits par ce projet, selon l'opinion des bénéficiaires, des départements techniques et de gestion d'ACF, des départements techniques du gouvernement malien, et d'autres personnes ressources. L'évaluation devrait adresser les critères CAD, et surtout mais pas limité aux questions ci-dessous :

##### **Questionnement par rapport aux bénéficiaires :**

- Le pré-ciblage géographique des sites d'intervention, répond-t-il aux objectifs et justifications du projet ?
- Le ciblage des populations bénéficiaires répond-t-il au souci de toucher les ménages les plus vulnérables en déficit de survie et de protection des moyens de subsistance suite à la crise de 2012 (déficit de production, crises des prix et de l'accès) ?
- Comment le ciblage a-t-il été perçu/compris par les communautés ?
- L'approche méthodologique du projet et les types d'activités mis en place ont-ils répondu aux

objectifs du projet et aux résultats attendus ?

- Quels ont été les effets négatifs ou positifs de l'approche méthodologique globale du projet études types d'activités mises en œuvre vis-à-vis des bénéficiaires et de leur communauté ?

**Impact:**

- Les objectifs ont-ils été atteints?
- Quels sont les impacts positifs/ négatifs/ inattendus du projet à court et moyen terme ?
- Identifier et évaluer l'impact du transfert de cash
- Evaluer la responsabilité des acteurs à la base et les bénéficiaires en matière de pérennisation des actions (développement durable)

**Couverture :**

- Est-ce que les besoins de la zone et des populations ont été bien identifiés ?
- Identifier les forces, faiblesses de la méthode d'identification des bénéficiaires.

**Cohérence:**

- Evaluer la cohérence du projet avec les autres programmes ACF et la stratégie de la mission.
- Evaluer la cohérence du projet avec la politique nationale de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition et les capacités (et motivation) nationales.

**Pertinence :**

- Quelle est la pertinence de l'action aux regards des besoins des populations et capacités d'ACF à mener cette action ?
- Les objectifs de résultats ont-ils été correctement définis, sont –ils réalistes et adaptés au contexte ?

**Efficacité:**

- Quel a été le niveau atteint des résultats planifiés ? Les indicateurs proposés ont-ils été respectés ?
- Les activités prévues ont-elles été exécutées en conformité avec le calendrier prévisionnel de travail ?
- La coordination avec les partenaires, organismes et les autorités a-t-elle été efficace ?
- Identifier les forces, faiblesses de la procédure retenue pour le transfert de cash.
- Identifier les forces, faiblesses de l'utilisation du cash reçu.

**Durabilité :**

De nos jours, plusieurs projets de développement financés par des partenaires au développement ont des difficultés à conserver leurs acquis sur plusieurs années après la cessation de leurs activités. Au même moment, la rareté des ressources extérieures et l'émergence du concept de "pérennisation " comme nouveau critère de financement des projets doivent être considérées. D'où l'importance de cet essai d'appréciation de l'impact du programme sur le développement local des communes d'intervention et de la pérennisation de ses actions.

L'objectif visé est de fournir les recommandations pour une gestion orientée vers un développement durable (pérennisation des actions) et de faire engager les bénéficiaires qui sont perçus comme des acteurs et non plus comme de simples receveurs.

**Suivi :**

- Est-ce que les indicateurs développés sont adaptés et pertinents pour ce projet ?
- Analyser les méthodes et outils de suivi et d'analyse des activités ?
- Quelle a été la fréquence des récoltes des données, quels indicateurs on été régulièrement

collectés,

- Identifier les forces, faiblesses du système de suivi de référence des indicateurs nutritionnels et de sécurité alimentaire.

**Genre :**

- Quelle a été la prise en compte de l'aspect genre ?
- Quelle a été l'implication des femmes dans le programme ?
- Comment l'accès des femmes et autres groupes vulnérables aux services et ressources a-t-il été assuré ?

**Acceptabilité :**

- Quel est le degré d'implication des communautés ?
- Le projet est-il compatible aux US et Coutumes de la localité ?

### 3.4. Critères d'évaluation

ACF souscrit aux critères du Comité d'Assistance au Développement (DAC) pour les évaluations : impact, durabilité, cohérence, couverture, pertinence, efficacité et efficacie. ACF promeut également l'analyse systématique du système de suivi et des questions transversales (genre, HIV/AIDS etc). Toutes les évaluations externes doivent utiliser les critères du DAC dans l'analyse des données et le rapportage. Plus particulièrement, les évaluateurs doivent compléter le tableau ci-dessous et l'inclure dans le rapport final.

L'évaluateur devra utiliser le tableau suivant pour classer les performances de l'intervention en utilisant les critères du DAC. Le tableau devra être présenté dans une annexe.

Critère	Classement (1 faible, 5 élevé)					Justification
	1	2	3	4	5	
Impact						
Durabilité						
Cohérence						
Couverture						
Pertinence						
Effectivité						
Efficacité						

### 3.5. Bonnes pratiques

L'évaluation doit fournir un (1) exemple clé de Bonne Pratique du programme/projet concerné. Cet exemple doit être lié à la dimension technique de l'intervention, soit en termes de démarche, soit en termes de dispositifs, et qui doit pouvoir potentiellement être réutilisé dans d'autres contextes où ACF opère. Cet exemple de Bonne Pratique doit être présenté dans une annexe.

### 3.6. Résultats de l'Evaluation

Les résultats de l'évaluation devraient être présentés dans un rapport écrit ainsi que par le biais de différentes présentations orales :

- Une sur le terrain (au chef de mission et personnel technique concerné)

- Une au siège (en personne ou par téléconférence)

### 3.7. Méthodologie

#### 3.7.1. Briefing

Avant qu'une évaluation ne prenne place, l'évaluateur devra être briefé au niveau du siège et au niveau du terrain (avec le chef de mission/ ou le point focal technique concerné). La possibilité de briefings téléphoniques doit être discutée et accordée au préalable.

#### 3.7.2. Activités de terrain

Les consultants doivent collecter une série de données. Cela inclus (mais n'est pas limité à) :

- Informations directes : entretiens avec les bénéficiaires – visites du projet et aux commodités offertes aux bénéficiaires.
- Informations indirectes : entretiens avec les représentants locaux ; entretiens avec l'équipe nationale et expatriée du projet ; réunions avec les autorités locales, groupes de bénéficiaires, agences humanitaires, représentants des bailleurs de fonds et autres parties prenantes. Pour la collecte de données indirectes, des méthodes d'évaluation standards et participatives doivent être utilisées (entretiens avec les unités familiales et focus group discussion avec les bénéficiaires, non-bénéficiaires, informateurs clés – relais communautaire, enseignants et leaders).
- Analyse des informations secondaires : ce compris l'analyse des données du suivi du projet ou de tout autre donnée statistique pertinente.

#### 3.7.3. Rapport

Le rapport devra suivre le format suivant :

- Page de garde
- Table des matières
- Résumé : le résumé devra pouvoir être utilisé en tant que tel, décrivant le programme, les conclusions et les principales recommandations de l'évaluation. Ce document sera de deux (2) pages maximum.
- Corps du rapport : le rapport développera les points listés dans le résumé. Il inclura la référence à la méthodologie utilisée pour l'évaluation et le contexte de l'action. Par ailleurs, la recommandation correspondante sera attachée à chaque conclusion clé. Les recommandations doivent être autant réalistes, opérationnelles et pragmatiques que possible, prenant précautionneusement en compte les circonstances exceptionnelles du contexte de l'action et des ressources disponibles pour cette dernière tant sur le terrain qu'au siège exécutif concerné.
- Annexes : listées et correctement numérotées.
- Le format du corps du rapport est le suivant :
  - Contexte
  - Méthodologie
  - Constations & discussions
  - Conclusions & recommandations
  - Annexe I (Bonne Pratique)
  - Annexe II (Classification des évaluations de programme selon les critères DAC)

Le rapport doit être soumis dans la langue spécifiée dans les ToRs. Le rapport ne doit pas excéder 30 pages (Annexes non comprises). Le rapport préliminaire ne devra pas être soumis plus de 10 jours calendriers après le départ du terrain. Le rapport final ne devra pas être soumis plus tard que la date de fin du contrat de consultance. Les Annexes du rapport seront acceptées dans la langue de travail du pays ou du programme évalué.

### *3.7.4. Débriefing & atelier d'apprentissage*

L'évaluateur devra faciliter un atelier d'apprentissage :

- Présenter le rapport préliminaire et les conclusions de l'évaluation à la mission et autres parties prenantes.
- Rassembler les retours sur les conclusions et atteindre un consensus sur les recommandations.
- Développer les affirmations de l'atelier dirigées vers l'action et basées sur les leçons et les améliorations proposées pour le futur.

### *3.7.5. Débriefing avec le siège d'ACF*

L'évaluateur devrait effectuer un débriefing avec le siège d'ACF concerné sur son rapport préliminaire, les principales constatations, conclusions et recommandations de l'évaluation. Les retours et commentaires pertinents devraient être inclus dans le rapport final.

## **4. PROFILE DE L'EVALUATEUR**

- Connaissance dans les programmes d'appui à la prise en charge nutritionnelle et la sécurité alimentaire
- Connaissance dans les programmes de Cash transfert
- Notions en sécurité alimentaire
- Expérience de terrain confirmée en évaluation de programme
- Compétence en communication et dans l'organisation et la conduite d'ateliers
- Capacité à écrire des rapports clairs (des exemplaires de précédents rapports seront demandés)
- Connaissance des problématiques humanitaires de la région Sahel principalement de Kita (région de Kayes au Mali) serait un plus
- Maîtrise parfaite du français
- La connaissance de l'anglais serait un atout
- Compréhension des exigences des bailleurs
- Capacité à gérer le temps et les ressources et à travailler avec des échéances serrées
- Indépendant des parties engagées
- Disponible pour toute la durée de l'évaluation
- Compte tenu des conditions de sécurité, une préférence sera donnée aux candidats de nationalité africaine

## **5. DROITS**

La propriété du rapport (préliminaire et final) appartient exclusivement au siège commanditaire et au bailleur concerné. Le document, ou une publication liée à ce dernier, ne sera partagé qu'avec ACF avant qu'ACF ne transmette le document final au bailleur de fonds.

ACF est le destinataire principal de l'évaluation et ses résultats pourraient avoir un impact sur les stratégies tant opérationnelles que techniques. Ceci étant dit, il est probable qu'ACF partage les résultats de l'évaluation avec les groupes suivants :

- Donateur(s)
- Partenaires gouvernementaux
- Entités de coordination variées

**Droits de propriété intellectuelle**

Tous les documents liés à l'évaluation (dans le cadre ou non des tâches de l'évaluateur), doivent demeurer la propriété seule et entière d'ACF.